

Juin-Juillet 1936

Prix: 2 francs

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

B I L A N

**BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE LA
fraction Italienne de la Gauche Communiste**

32

SOMMAIRE

LA S. D. N. CONTINUE.

BEISO N'A PAS ETE ACQUITTE!

**CE QUE FUT LA CONFERENCE DU DROIT
D'ASILE DE PARIS.**

**LE PROLETARIAT FRANÇAIS A REPONDU AU
FRONT POPULAIRE.**

LA RAFALE GREVISTE EN BELGIQUE.

LE CONFLIT ARABO-JUIF EN PALESTINE
(Gatto MAMMONE). (fin).

MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL :
Lettres à l'Union Communiste et au Groupe
d'Etudes Révolutionnaire prolétarien.

Rédaction-Administration : G. DAVOUST, 26, rue des Plantes, Paris (14^e)
Compte chèques postaux : Davoust Paris 851.91

B I L A N

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

N° 32

La Société des Nations continue

La « dure épreuve » aura été surmontée sans de trop grandes difficultés. Ceux qui s'attendaient à la suite de la victoire du Front Populaire en France à un rebondissement de l'affaire éthiopienne puisqu'on aurait fait « lâcher prise à l'agresseur », voient tomber le rideau au même moment où les journalistes italiens se livrent à une manifestation répugnante, laquelle si elle se trouve à l'opposé — quant à l'expression formelle — des invocations abstraites de M. Blum contre « le fait accompli », se situe parfaitement sur le plan de la volonté unanime (Ethiopie exclue) de tous les gouvernements et renforce et non affaiblit le rôle de la Société des Nations. Cette institution s'est révélée être — à un moment particulièrement difficile de la vie du capitalisme mondial — ce que Lénine y voyait jadis : une Société de brigands impérialistes. Créée en tant qu'appendice du Traité de Versailles, elle avait pour but essentiel d'attirer les masses ouvrières dans le giron des contrastes inter-impérialistes menant à la guerre pour juguler en elles l'esprit de classe et de solidarité internationale ; en même temps elle s'efforçait aussi de maintenir l'hégémonie des Etats vainqueur de la guerre de 1914.

Lorsqu'éclata l'affaire abyssine cinquante Etats mirent au ban l'agresseur italien et décidèrent d'appliquer des sanctions. Maintenant la même unanimité s'est faite pour décider leur levée. Entre-temps les masses ouvrières des différents pays ont été arrachées, grâce à la politique sociétaire, de leur front de classe d'où elles auraient pu emprunter le chemin de la révolution. Le prolétariat a ainsi été soudé à la cause du capitalisme mondial qui le voue au massacre de la guerre. Le Covenant a été trahi par l'Italie qui a occupé les territoires d'un autre Etat membre de Genève, mais personne n'a certes songé à demander l'exclusion de l'Italie. M. Blum en est même arrivé à affirmer que le mémorandum italien contenait des possibilités d'avenir. Et cela ne doit pas nous étonner. Bien que la France et l'Angleterre auraient été heureux s'ils avaient pu éviter la conquête italienne, ces impérialismes savent parfaitement qu'il y a des maux nécessaires, qu'enfin l'Italie n'a fait que suivre le même chemin qui a conduit à la construction d'empires coloniaux au sujet desquels ni l'Angleterre, ni la France du Front Populaire n'entendent point renoncer.

M. Monnet lors de la discussion du projet de l'Office du Blé a déclaré qu'il y avait une spéculation licite, qu'il y en avait une autre illicite ; la première surgissant du régime capitaliste ne sera nullement combattue par le Front Populaire, il faudra s'attacher à la seconde : le scandale pour lui n'est pas le régime capitaliste, mais l'atteinte au régime par les « mauvais capitalistes » qui ne respectent pas les lois. L'Italie, l'Allemagne ont commis une faute à ne pas employer les méthodes arbitrales pour arriver aux résultats qu'elles ont obtenus. Pour cela elles ne devraient plus être considérées comme des membres de Genève, mais l'interdit n'est pas définitif et l'une et l'autre pourront être ramenées au bercail sous le drapeau de la paix pour tous les peuples et avec tous les peuples.

Mais il y a une guerre qui ne connaît pas de trêve : c'est la guerre de classe qui continue partout sous des formes différentes, en France comme en Italie, en Russie comme en Allemagne, en Angleterre comme au Japon et dans tous les pays. Bien sûr, ici c'est le fascisme, là le Front Populaire, ailleurs le centrisme ; mais les différentes formes de la domination capitaliste se retrouvent toutes lorsqu'il s'agit de faire face à la forme extrême par où se manifeste la vie et les contrastes de la société capitaliste. En face du conflit éthiopien, Front Populaire, fascisme et centrisme se sont reconnus des frères solidaires qui peuvent, sur les leçons du passé, bâtir un nouvel avenir.

Les sanctions ont permis de regrouper les masses sur le double front, sanctionniste et anti-sanctionniste et le prolétariat mondial s'est coupé en deux, en correspondance exacte avec les intérêts des impérialismes fondamentaux aux prises. Le point successif de l'évolution capitaliste au moment où les événements ont pu être retenus, aurait été la guerre mondiale. Pour cela les pays sanctionnistes aussi bien qu'anti-sanctionnistes étaient parvenus à obtenir l'appui indispensable qu'il leur fallait : celui du prolétariat de leur pays respectif. Baldwin l'avait déclaré : « Si l'action collective doit être une réalité, il faut que tous les pays soient prêts à la guerre et aussi qu'ils soient prêts à entrer immédiatement en campagne ». Blum de son côté reprenant son ancienne formule que la convention de paix doit inclure la probabilité de guerre, avait mis en évidence que l'erreur ne consiste pas dans le pacte, mais dans sa limitation aux seules sanctions économiques et financières. Et il mettait en évidence qu'il faudra désormais envisager également le recours à des sanctions militaires. Il est vrai que Blum avait déclaré que la seule garantie de paix consiste dans le désarmement, mais c'est là une phrase tombée par hasard dans tout un texte qui se base sur la démonstration de la continuité de la politique française et que tout le monde connaît : sous Briand, Poincaré ou Tardieu, le but constant de la politique française a été de constituer un réseau d'alliances politiques et militaires pour sauvegarder Locarno. D'ailleurs, M. Delbos, à la Chambre française, a traduit exactement des discours anglais de Baldwin et de Eden quand il a affirmé que les armements de la République ne seront nullement proportionnés aux espoirs du désarmement, mais aux graves réalités présentes. Et Bracke dira que la garantie de la paix consiste dans la publicité du sur-armement actuel, traduisant ainsi une des visées de l'impérialisme de son pays qui voudrait obtenir de meilleurs renseignements sur l'état des armements allemands.

Au fond, la Société des Nations sort renforcée de l'épreuve abyssine. Nombreux étaient ceux qui croyaient que l'institution n'aurait pu survivre. Et bien ils se sont trompés. Ce sont justement Eden et Blum qui avaient le plus ardemment défendu la cause de la victime éthiopienne qui ont été poussés par les circonstances à jouer l'acte final qui doit laisser debout une institution genevoise qui pourra rendre d'autres services à la cause du capitalisme mondial. Lors de la dernière guerre, la Deuxième Internationale, à Londres comme à Amsterdam, continua son activité, et Vandervelde déclarait qu'il fallait continuer jusqu'au bout, parce que la victoire de l'Internationale ne pouvait se trouver qu'au terme de la victoire totale de l'Entente. Rien n'exclut qu'au cours de la prochaine guerre, la Société des Nations continue son œuvre pour tuer dans les masses tout esprit de classe et leur faire croire que la victoire de l'Internationale s'identifie avec la victoire des Etats qui auront maintenu fidélité au Covenant qui n'est que la consolidation de l'hégémonie des impérialismes anglais et français.

La Société des Nations continue. Pour le 1er Septembre prochain, les Etats membres sont invités à présenter les propositions qui sont destinées à la réformer. Mais si la France du Front Populaire a tenu à sauvegarder la structure de l'art. 11 prévoyant l'unanimité pour la définition de l'agression, — cela pour être à couvert

devant toute éventualité, — elle a ouvertement proclamé que la seule réforme possible consistait dans la proclamation du recours à la guerre. Ainsi, la France a rejoint non seulement les déclarations de Baldwin disant que la preuve de cette nécessité a été faite par M. Mussolini, mais aussi la politique centriste qui veut un réseau d'alliances militaires pour faire échec à Hitler. Le premier épisode de la guerre mondiale semble ne pas se relier directement et immédiatement avec le déclenchement du conflit mondial. Dans l'état actuel de l'empoisonnement chauviniste des masses les groupements communistes n'ont plus une minute à perdre s'ils veulent s'acquitter de leur tâche. Incapables qu'ils sont de battre aujourd'hui l'ennemi, ils ont le devoir de préparer les conditions qui permettront au prolétariat de remporter sa victoire pour s'acheminer vers la société communiste.

Beiso n'a pas été acquitté

Cinq années de bague et vingt années d'interdiction de séjour pour Beiso.

« Cette condamnation, écrit l'organe des centristes italiens, honore le jury parisien. » Peut-être ! Mais elle marquera du sceau de l'infamie le centrisme qui n'a pas reculé devant la pire des bassesses pour étrangler un militant honnête et dévoué à la cause révolutionnaire.

Commençons par constater que si le centrisme avait adopté il y a un an l'attitude qu'il prit au procès, nous n'aurions pas eu la tragédie de Beiso et la mort de Montanari. Si en réponse aux instances de Beiso le centrisme avait retiré sa mise en garde et employé le langage de Viennay, l'avocat de la partie civile qui a abandonné aux Assises l'accusation de provocateur, rien ne se serait passé et l'on aurait épargné deux victimes.

Mais durant le procès le centrisme n'a effectué qu'une manœuvre odieuse. Pour obtenir une condamnation de principe, pour jeter Beiso au bague le centrisme l'a lavé de sa dénonciation infamante. Ainsi pendant cinq ans il pourra « expier » son geste de colère devant les méthodes criminelles de ceux qui jettent le nom de provocateur aux communistes qui veulent continuer la lutte pour la révolution. Mais dans sa prison Beiso ne sera pas seul : des milliers de révolutionnaires « expient » également en Russie leur fidélité à leur idéal de classe. Ils n'ont tué personne, mais le centrisme veut tuer en eux toute fermeté prolétarienne.

Et pourquoi donc le parti communiste aurait-il abandonné l'accusation de provocateur ? Parce qu'il aurait voulu reconnaître une erreur commise par lui ? Si cela avait été le cas, il aurait renoncé à se porter partie civile et aurait abandonné l'accusation au cours même du procès quand les dépositions des témoins de la défense eurent détruit l'accusation de provocateur lancée contre Beiso. Ni Peri, ni Gennari ne purent prouver que la mise en garde du « Cri du Peuple » était fondée et devant les questions précises de M. Morro-Giaffery ils s'effondrèrent pitoyablement. Enfin, le P. C. eut beau fabriquer de faux témoins tels Franti, rien n'y fit et la déposition des témoins de la défense fut irréfutable. Un camarade de notre fraction cité par la défense fit d'ailleurs au procès la déclaration suivante : « Beiso ne fait pas partie de notre organisation. J'ai eu une brève discussion politique avec lui quand il vint me demander des journaux et des revues. Au cours de celle-ci Beiso manifesta des désaccords avec la ligne politique du parti, mais d'une façon encore confuse. »

Lorsque l'avocat centriste lui demanda pourquoi la presse de notre fraction avait pris la défense de Beiso, notre camarade lui répliqua en citant son propre cas. Pour avoir dans une réunion organisée par le centrisme exposé des divergences avec la politique du parti, il fut dénoncé dans la presse comme étant un provocateur, lequel sortait continuellement armé. Quelques jours plus tard des inspecteurs de la Sûreté

venaient perquisitionner chez lui. Lorsqu'il rencontra le responsable du parti il le gifla avec force.

Quand l'avocat centriste lui demanda s'il se solidarisait ou non avec Beiso, il déclara textuellement : « La richesse, le capital d'un militant est la foi en ses propres idées politiques. Vous avez agi contre Beiso avec l'arme la plus vile et en ce moment je me trouve devant deux victimes : Montanari et Beiso. La responsabilité morale et directe de tout ce qui est arrivé appartient entièrement à la bureaucratie du parti communiste d'Italie. »

Ni Viennay, ni Campinchi n'osèrent soutenir l'accusation de provocateur. L'un et l'autre commencèrent par se rétracter. Pour Campinchi, l'essentiel était que Beiso n'avait pas le droit de tuer un homme qui n'était pas le responsable direct de la mise en garde. Il méritait donc une condamnation.

Quand à Viennay qui est l'avocat du Secours Rouge (cela est terrible mais pourtant vrai, le Secours Rouge était présent pour requérir une condamnation), il s'est efforcé de broder sur le thème « on ne peut pas tuer », car si Beiso était resté sur sa position primitive (les démarches humiliantes, les prières), il aurait été absous puisque la conviction se serait clairement fait jour qu'il ne s'agissait pas d'un provocateur.

Et Beiso a été condamné. Pas aussi gravement que ne l'auraient voulu ces Messieurs. Si la guillotine avait fonctionné, indubitablement ils auraient crié au triomphe de la « ligne du parti ».

Mais avant même que les prolétaires aient eu le temps de réfléchir à la condamnation intervenue, aux circonstances de ce procès, l'organe centriste reprenait sa vieille chanson. Au procès on abandonne l'accusation, dans le journal on la reprend. Et qu'importe à cette canaille qu'il y ait eu deux victimes ! Les dirigeants centristes qui sont pourvus de moyens à profusion pour vivre une vie illégale non par crainte de la police, mais des masses, pourront en lieu sûr reprendre leur besogne infamante sans trop se préoccuper si d'autres victimes doivent tomber. Le journal centriste parle à nouveau de provocateurs bordiguistes, trotskistes, et après avoir écrit que peut-être parmi le jury se trouvait des fascistes, il veut se servir du verdict contre Beiso pour accréditer sa politique parmi la masse. Il ne lui suffit pas d'avoir étalé toute sa crasse au procès où il exploite la femme de Montanari, son enfant, lesquels huit mois avant la tragédie étaient séparés de celui-ci et devaient servir à convaincre le jury qu'il avait à frapper durement. Non ! Après le procès la campagne recommence.

Le centrisme a évité toute discussion avant la fondation de notre fraction et par la suite pour empêcher la discussion, il présente aux masses comme provocateurs ceux qui affirment que la politique qui a conduit la Russie et les partis communistes dans les bras du capitalisme est une contre-façon du communisme. Nous n'ignorons pas que le communisme internationaliste est actuellement une provocation pour les traîtres et renégats qui ont développé une exploitation infinie des prolétaires russes et qui dans tous les pays fraternisent avec la bourgeoisie. Et lorsque ces gens veulent présenter les Oudarniki, les Stakanov, la réconciliation des Français ou des Italiens, la condamnation de Beiso, comme autant de triomphe des positions communistes, ils nous trouveront devant eux chaque fois pour arracher leur masque et montrer aux prolétaires leurs véritables faces d'imposteurs.

Mais les vrais provocateurs, ceux que la justice bourgeoise protège et qu'à l'instar du Procureur de la République elle nomme des communistes assagis, ce sont ceux qui jettent des victimes au Tribunal Spécial ; ce sont ceux qui ont livré Petrini à Mussolini. Ces gens permettront par leur politique le travail des agents de l'Ovra au sein de l'émigration et quand un de ces derniers, son travail accompli, sera brûlé on ne demandera pas pour lui les travaux forcés. Il aura même l'appui du Front

Populaire pour rentrer en Italie. D'ailleurs à ce sujet on nous permettra de relater que M. Germanetto, auquel sa stupidité indécrottable fera toujours commettre des gaffes de premier ordre, écrivit lorsqu'il fut contraint de donner une explication du départ de Petrini de la Russie, que le gouvernement « socialiste » l'a remis entre les mains de l'Italie, parce qu'il s'agissait d'un mouchard. On peut en conclure que lorsqu'il s'agira d'un véritable provocateur et non d'un ouvrier révolutionnaire, le centrisme n'hésitera pas à lui faciliter le retour en Italie, sans doute pour qu'il puisse continuer son travail.

Aux chefs du P. C. I. qui font preuve d'une irresponsabilité criminelle lorsqu'il s'agit de prolétaires communistes nous voulons cependant opposer une position responsable qui permettra une meilleure défense du prolétariat envers son ennemi de classe et ses agents. Non ! Nous ne les suivrons pas en préconisant que la lutte politique doit se résoudre en gestes individuels. Bien qu'ils soient les seuls responsables de ces gestes, nous continuerons à affirmer que c'est uniquement sur la base de la lutte des classes que la victoire peut être obtenue, aussi bien pour ce qui concerne la libération du camp prolétarien des professionnels de l'infamie. Nous avons défendu Beiso parce que nous n'entendons pas nous reporter à des critères de morale (ce sont ces critères de morale qui feront absoudre les policiers assassinant des prolétaires ou inversement condamner des ouvriers qui oseraient défendre leurs intérêts ou leur vie) pour juger des problèmes qui surgissent de la lutte politique. Et encore aujourd'hui nous ne cesserons de clamer aux ouvriers qu'ils ont à mettre tout en œuvre pour que Beiso soit rapidement libéré.

Tous les moyens ont été bons pour obtenir la condamnation de Beiso. Ils ont abandonné l'accusation de provocateur ; mis en vedette la veuve et l'orphelin ; ils ont fait appel aux sentiments les plus nettement bourgeois du jury en présentant l'honnête Montanari comme la bannière d'un parti qui s'assagit au son de la « Marseillaise ». Sans pudeur aucune, ils ont poussé ces sentiments bas jusqu'à l'exaspération absurde, cynique et ridicule quand ils ont présenté Beiso comme menaçant l'application des sanctions à « l'agresseur fasciste ». Tout, mais absolument tout fut fait pour que les prolétaires comprennent que l'essentiel (le journal centriste dira que le verdict ne dépend pas du cas en examen) n'est pas de voir s'il s'agissait ou non d'un provocateur, mais que ce qui comptait, était ceci : cinq années de travaux forcés peuvent être payées par celui qui ne se résigne à être appelé agent fasciste quand il dénonce à la masse une politique qui a incorporé au capitalisme des partis qui furent créés pour la victoire révolutionnaire.

Le même soir où fut prononcé la sentence, Beiso écrivit une lettre qui est un document de profonde humanité. Moment pathétique de la tragédie d'un esprit qui se reprend en une résignation tranquille. Il est content de la peine et ne veut pas recourir aux moyens légaux pour s'accrocher à une révision du procès ou pour obtenir une amnistie. Il invite les journaux d'opposition communistes à ne pas continuer la polémique autour de son cas. Beiso veut partir de suite et sereinement parce que — même si la condamnation avait été plus grave — il lui suffit que l'accusation fut contrainte d'abandonner sa tentative de le faire passer pour un provocateur.

Mais nous ne pouvons accepter son invitation, nous avons le devoir de continuer à parler de lui parce que son cas intéresse le prolétariat entier. Le procès a eu une signification politique que nous ne pouvons taire, que nous ne pouvons mettre aux archives.

Le prolétariat n'abandonnera pas Beiso. Celui-ci n'est pas membre de notre fraction, mais cela ne signifie en aucun cas que nous ne ferons pas tout ce qu'il est possible de faire pour que les ouvriers n'oublient pas et pour qu'il soit libéré.

Et c'est ensuite que ce sera à Beiso de prouver que sur la base de la théorie marxiste, il entend rester un soldat fidèle de la révolution communiste mondiale.

Ce que fut la Conférence du Droit d'Asile de Paris

Nous ne permettrons pas aux professionnels bourgeois de la démagogie et aux « humanistes » du monde littéraire de transformer la tragédie que vivent les émigrés politiques en une exhibition de foire où chacun lancera son petit mot charitable. Nous ne demandons ni à Daladier, ni à Herriot, ni à Romain Rolland de compatir au destin de ceux qui payent à l'étranger la rançon de batailles révolutionnaires menées dans leur pays d'origine par le prolétariat. Que nous importe les discours, les gestes de ces Messieurs qui n'hésiteront pas à mâter les révoltes ouvrières en France ou à approuver l'assassinat de militants prolétariens en Russie. Le Droit d'Asile, pour eux, est une parade doublée d'une manœuvre odieuse. Oui ! les réfugiés politiques italiens ou allemands pourront résider en France, mais il faut qu'ils approuvent la politique du Front Populaire qui pourra d'autant mieux prouver que s'il mobilise les prolétaires français pour la guerre, ce n'est pas contre le peuple italien ou allemand, mais contre le fascisme de Mussolini et de Hitler. Demain, les réfugiés politiques qui se seront prêtés à cette manœuvre seront jetés à la poubelle quand le capitalisme pourra utilement se passer de leurs services.

La Conférence internationale qui se tient les 14 et 15 juin, à Paris, n'avait, en réalité, rien à voir avec les émigrés politiques. Il s'agissait d'élaborer un statut juridique mondial à soumettre à la S. D. N. et, pour cette besogne, il fallait un appui des milieux gouvernementaux et non des organisations de classe du prolétariat. Puisqu'en France le droit d'asile allait être réglé dans les bureaux de la Préfecture de Police, l'essentiel était de voir si l'on n'arriverait pas à obtenir une telle solution dans les autres pays.

Mais, pour cela, les organisations du Front Populaire (radicaux, socialistes, centristes) devaient préalablement débayer nettement le terrain même de la Conférence. Tout d'abord, il était nécessaire d'empêcher des interventions qui auraient pu diverger de la ligne officielle de la Conférence. Monsieur le Professeur Perrin annonça donc que :

« ... A cette Conférence n'auront droit à la parole que les délégués des pays dont les gouvernements pourront accorder le droit d'asile. Il va de soi que les proscrits politiques ne sont admis ici que comme de simples auditeurs, mais qu'ils n'auront aucun droit de prendre part aux débats... »

Après avoir fermé la bouche aux intéressés, on élargit la manœuvre et la carte de délégué fut enlevée aux anarchistes, y compris Sébastien Faure. Il devenait clair que centristes et socialistes feraient l'impossible pour écarter de tout droit d'asile les réfugiés politiques vivant en opposition aux partis du Front Populaire. Surtout, il ne fallait pas que l'un d'entre eux s'avise de réfuter le discours de Gachin vantant le droit d'asile en Russie en posant le cas de Petrini et de Calligaris. Il ne fallait pas qu'un réfugié politique oppose, aux phrases littéraires de Magdeleine Paz versant dans l'humanisme abstrait, l'appel au prolétariat pour défendre les siens.

Et la manœuvre réussit parfaitement. Les Breitscheid, Gennari et Cie purent parader à cette Conférence et palabrer à leur aise. Mais les anarchistes italiens, français, furent expulsés. Le Comité du Droit d'Asile de la C.G.T., qui fut un des

initiateurs de cette Conférence, décida, puisque quelques-uns de ses délégués avaient été exclus, de quitter cette dernière en signe de protestation. Ni l'« Humanité », ni le « Populaire » ne jugèrent opportun de signaler ces incidents...

Le vendredi 20, il organisait un meeting de protestation où notre fraction, qui avait estimé ne pas devoir participer à la comédie honteuse du dimanche, envoya un délégué. Celui-ci, le camarade Ferrero, y exposa notre point de vue : nous protestons non seulement contre l'expulsion des anarchistes de la Conférence de dimanche, mais surtout contre les bases de celle-ci. Le Droit d'Asile consiste pour nous, non dans l'élaboration d'un statut juridique international, mais dans la lutte des différents prolétariats contre les expulsions pour imposer à la bourgeoisie le droit de séjour, remplissant ainsi un devoir sacré de solidarité internationale. Nous ne voulons pas que les réfugiés politiques, communistes de gauche ou anarchistes, obtiennent le droit d'asile au prix d'un reniement d'une conviction de classe qui leur a fait affronter la mort dans leur pays.

C'est aux organisations syndicales, à la C. G. T., de poser le problème du droit de séjour, d'en faire un objectif de la lutte ouvrière. Le jour où les ouvriers français déclencheront un mouvement pour enlever à la bourgeoisie l'arme de l'expulsion, le droit d'asile ne sera plus une phrase couvrant toutes les supercheres contre les ouvriers révolutionnaires.

Nous voulons aussi, pour ce qui concerne la Russie, la libération des réfugiés politiques qui y ont cherché refuge. Notre camarade Calligaris est toujours en Sibérie. Sa vie est en danger et il n'est coupable que de sa fidélité à des conceptions internationalistes.

Le secrétaire du Comité du Droit d'Asile de la C. G. T. a réagi contre notre intervention où il a vu — avec raison d'ailleurs — une critique contre ce comité qui vit en marge de la vie syndicale et est toléré dans la mesure où il n'intervient pas ouvertement dans les syndicats. Caporali, du bureau italien de la C. G. T., s'était d'ailleurs efforcé, dans son discours, de glisser sur les véritables problèmes de l'émigration politique afin de ne s'engager à rien.

Le Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. doit être plus qu'un intermédiaire entre le bureau de la Préfecture et le réfugié dont il s'occupe. Il doit poser le problème devant le mouvement syndical. Et puisque le secrétaire de celui-ci nous a répondu qu'il n'avait jamais hésité à prendre la défense du Droit d'Asile également en Russie, nous espérons que le Comité de la C. G. T. s'occupera du cas Calligaris.

La militante communiste Anna Pauker a été condamnée à 10 ans de prison par les bourgeois capitalistes en Roumanie.

Le militant syndicaliste Lazarevitch a été arrêté et est toujours en prison pour avoir participé aux mouvements de grèves en Belgique.

Nous apprenons l'arrestation à la frontière espagnole du camarade Fosco et autres trotskistes qui ont commencé la grève de la faim à la prison de Barcelone où ils ont été transportés.

Les prolétaires de tous les pays ont à se solidariser avec ces camarades qui sont frappés par la réaction capitaliste : ils ont à lutter pour leur libération.

Que dans les organisations syndicales, nos

camarades posent sans répit le problème de la solidarité prolétarienne. Qu'ils s'efforcent de persuader les prolétaires qu'ils n'ont pas à remettre ce devoir sacré entre les mains de commissions juridiques, de « personnalités » quelconques, mais que c'est par leur seule action de classe qu'ils pourront desserrer le carcan capitaliste.

Qu'ils soient socialistes, centristes, anarchistes ou trotskistes, les militants qui sont frappés par la réaction bourgeoise le sont parce que se réclamant de la classe ouvrière qui en luttant pour leur libération se mettra en condition de vaincre non seulement le capitalisme, mais aussi les courants politiques qui agissent pour ce dernier.

Le prolétariat français a répondu au front populaire

Les grandioses batailles du prolétariat français roulent encore leurs échos dans diverses régions de la France, mais, déjà, le fleuve débordant des luttes sociales est rentré dans son lit. Les digues capitalistes du Front Populaire ont tenu bon et les vagues successives, désordonnées des grèves de la région parisienne et du Nord n'ont fait que mesurer l'effort gigantesque et terrible que le prolétariat français devra effectuer pour débayer son chemin de classe et hisser le drapeau de l'insurrection. Mais si les grandes usines ont été évacuées pacifiquement et si M. Salengro et ses alliés centristes peuvent proclamer le triomphe de l'ordre républicain, la véritable bataille, celle que les travailleurs français doivent livrer pour forger leur parti de classe, cette bataille là ne fait que commencer. Des événements qui ont ébranlé des centaines de milliers de prolétaires et où s'est vérifiée l'initiative et la solidarité de tous les exploités représentent un terrain historique solide pour jeter les fondements d'un parti de classe. Encore faut-il comprendre la signification de la bourrasque sociale que nous venons de vivre et cela n'est possible qu'au travers d'une analyse qui, loin d'être la photographie de situations, veut en exprimer la nature et l'évolution. L'ordre de la société capitaliste se rétablira tout naturellement chaque fois que les mouvements de classes n'exprimeront pas une potentialité révolutionnaire se corporifiant dans un parti et chaque fois qu'un parti n'exprimera pas la capacité du prolétariat de faire de ses moindres mouvements de classes des armes pour la révolution. Mais, pour en arriver à ce stade élevé de la lutte des classes, le prolétariat français doit retrouver le fil de son évolution historique, car, cela seul, peut donner aux derniers événements leur véritable signification de classe et, par là seulement, les prolétaires parviendront à comprendre que le Front Populaire, l'arme de la dissolution de la classe ouvrière après 1934, n'a rien de commun avec les grèves et l'occupation des usines et que si ces dernières ont pu être liquidées pacifiquement par la bourgeoisie, c'est bien

parce que le prolétariat n'a pas trouvé en lui la force pour chasser de son sein les traîtres et jeter les bases d'un organisme de classe.

Il s'agit donc pour nous de rechercher dans l'enchevêtrement des luttes grévistes, en France, les matériaux qui renouvellent le problème de la formation d'un courant communiste en ce pays. Nous savons, et l'expérience de la lutte des classes dans tous les pays le prouve lumineusement, que le critère suprême qui doit guider toute investigation marxiste consiste à retirer des événements les armes idéologiques pour la formation et l'intervention d'une avant-garde communiste. Tout le reste n'est que littérature et nous laisseront à Trotski le plaisir de déclamer sur la « Révolution Française », dont les pilotes infaillibles seraient les Molinier-Naville et autres caméléons de la politique, fraîchement émoulus de la S.F.I.O.

La France dans l'évolution mondiale du capitalisme

Dans l'état actuel des choses, il n'est pas encore possible d'affirmer que les gigantesques mouvements des ouvriers français ouvrent une période de renouveau des luttes de classes dans le monde entier. L'accaparement immédiat de ces luttes par le Front Populaire, l'intensification de la campagne pour la réconciliation des Français sont des faits qui prouvent qu'à moins d'une modification internationale de la situation, rien ne permet de dire que le prolétariat français, auquel a été accordée une série de revendications — nous les examinerons d'ailleurs plus loin — pourra acquérir graduellement la force de briser les forces au service du capitalisme et de retrouver son chemin spécifique.

Lors du conflit italo-abyssin, nous avons tenté de prouver qu'en Italie existait une tension entre les classes, laquelle avait conduit l'impérialisme italien à s'engager, plus vite que les autres impérialismes, dans la voie d'une étatisation militaire de l'économie et, partant, à rechercher le débouché de la guerre mondiale à des contradictions de classes insolubles

et exaspérés. Dans ce sens, l'Italie s'avérait être un des chaînons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Or, la première conséquence du compromis inter-impérialiste qui vient de donner l'Ethiopie à Mussolini, en évitant ainsi la guerre mondiale, est un changement de la situation internationale dont la France marque la première la direction. Car il ne faut point s'y méprendre : l'impérialisme français reste un des bastions du système capitaliste, le secteur où la tension entre les classes peut être amoindrie par le tampon des richesses coloniales, un secteur où il faudra, soit la secousse des luttes révolutionnaires d'autres pays pour empêcher le succès des manœuvres capitalistes, sinon les bouleversements terribles de la guerre. L'axe des situations, au point de vue de la lutte des classes, reste l'Italie, l'Allemagne, ces pays où les formes de la réaction bourgeoise ont atteint leur summum et où donc elles expriment une tension permanente de la lutte des classes, qui cherche inévitablement son débouché dans des batailles révolutionnaires. Le déchaînement de la lutte des classes dans ces pays, parce qu'il ne peut que poser le problème de la révolution prolétarienne, peut seul changer les rapports entre les classes dans tous les pays, alors que si les événements de France n'étaient pas le prologue d'un réveil de la lutte en Italie, ils ne feraient que prouver que le capitalisme peut éviter provisoirement la guerre et étouffer « pacifiquement » les batailles de classes des prolétaires.

Le poids de la France dans l'évolution mondiale du capitalisme a été considérable depuis Versailles, non comme point névralgique du système, mais comme avant-garde dans la lutte contre le prolétariat international. A nouveau, la bourgeoisie française a pris les devants, mais, cette fois-ci, envers son propre prolétariat, qu'elle doit impuissantiser en prévision d'un réveil de la lutte des classes dans d'autres pays ou en prévision d'un cours plus lent vers le précipice de la guerre mondiale. C'est l'évolution des événements eux-mêmes qui la portera à ces positions et non une prescience machiavélique de l'avenir. En effet, le conflit italo-abyssin, et plus spécialement le coup d'éclat de Hitler ont servi de prétexte pour la réalisation d'une Union Sacrée dans tous les pays, laquelle n'était

que le paravent d'une compression économique des masses et d'une mobilisation réelle pour la guerre. Sans cette perspective, la bourgeoisie française n'aurait pu faire passer « dans l'ordre » tous ses arrêts-lois, comme d'ailleurs Mussolini, sans les sanctions, aurait eu du mal à aggraver le sort des ouvriers italiens. Il s'agissait d'une évolution mondiale où tous les pays, de l'Italie à l'Angleterre, de la France à l'Allemagne, de la Russie au Japon, trouveraient chacun leur place respective et où la moindre modification allait trouver sa répercussion.

Dès qu'il s'avéra que la France ne réagirait pas militairement à la remilitarisation de la zone rhénane et que l'Angleterre acceptait l'occupation italienne en Ethiopie, la bourgeoisie française laissa faire le Front Populaire appelé à encadrer les mouvements ouvriers que la modification brusque de la situation internationale allait ranimer. Une fois atténuées les conditions qui entretenaient une atmosphère de mobilisation pour la guerre en France, un collapsus social devait se déterminer dont la substance était une réaction aux compressions subies pendant deux ans, et les formes une méfiance des ouvriers envers le Front Populaire. Ce réveil des batailles de classes devenait inévitable dans les circonstances internationales nouvelles et la bourgeoisie a montré sa force de classe en prenant le devant et en donnant carte blanche au Front Populaire. Le capitalisme a compris que les ouvriers français se trouvaient devant des problèmes insolubles pour eux seuls, car deux ans de battage antifasciste, de dissolution de leur esprit de classe, rendaient les prolétaires incapables à se lancer dans un assaut révolutionnaire où ils auraient fracassé le Front Populaire, appelé à la vie un parti, des organismes de classe et appelé à la secousse le prolétariat mondial. En quelques jours, le prolétariat français ne pouvait faire des miracles. Il a seulement, avec une sensibilité admirable, exprimé une nouvelle période de l'évolution des situations et la vitesse même des événements, l'intervention rapide et malheureusement efficace du Front Populaire a empêché que la clarté des événements pénétre profondément dans les cerveaux ouvriers et laisse en eux une conscience lucide que la corruption aurait difficilement entamé.

La dissolution du prolétariat français et les conditions de son renouveau

La France a donc connu la première, sur le terrain de la lutte des classes, les répercussions d'une tentative du capitalisme mondial de modifier, sans guerre mondiale, l'ordre établi à Versailles. Pour dégager cette tendance, il a fallu, en premier lieu, liquider tous les problèmes de classe qui ont caractérisé la période ouverte par la révolution russe de 1917. Cette liquidation s'est opérée par la victoire de Hitler en Allemagne, par l'incorporation définitive de la Russie au monde capitaliste et son dernier épisode fut incontestablement l'écrasement du prolétariat français depuis février 1934, par les forces du Front Populaire, dont l'axe fut le parti communiste, nouvelle force gouvernementale de la bourgeoisie française. Le traité de Versailles n'existe plus, les partis communistes ont passé la barricade et les batailles grévistes en France caractérisent une nouvelle période que le capitalisme mondial aborde en resserrant davantage l'Union Sacrée pour empêcher que les collapsus du prolétariat ne se transforment en mouvements révolutionnaires et que les sursauts de la lutte des classes ne deviennent un réveil du prolétariat.

Mais ces batailles de classes font comprendre au capitalisme qu'il reste le prisonnier des contrastes insolubles de son régime et qu'il évite la guerre en frôlant la révolution. C'est pourquoi il doit poursuivre sa trajectoire vers le débouché de la guerre, d'une façon plus lente peut-être, mais tout aussi sûre, car « la réconciliation des Français » sans perspective immédiate de guerre ne peut se faire qu'au prix de concessions économiques que ses difficultés l'obligeront inévitablement à reprendre.

Caractériser nettement la période qu'ouvrent les batailles grévistes de France et de Belgique ne peut pas encore se faire. Certainement faudra-t-il attendre d'autres événements pour aborder ce problème avec sûreté. Mais, d'ores et déjà, puisque nous sommes appelés à agir dans de nouvelles conditions, il s'agit de mettre en lumière les anciennes et de marquer d'un trait les conditions d'un renouveau et des luttes et de la conscience du prolétariat français.

Lorsqu'après février 1934, nous avons parlé de dissolution du prolétariat fran-

çais, nous avions en vue une attaque mondiale du capitalisme contre le prolétariat dont se jouait le dernier épisode en France. Nous voulions mettre en évidence que, dans une situation internationale déjà préjugée par la victoire de Hitler et l'entrée de la Russie dans la S. D. N., il était parfaitement possible qu'une bourgeoisie puissante économiquement, non harcelée par des batailles de classes d'envergure, puisse, par la trahison du Parti Communiste, venir à bout sans violence fasciste du prolétariat. Avons-nous vécu cette période en France? Sans aucun doute, et cela est prouvé par la correspondance étroite qui s'établit entre les manifestations monstres où fraternisèrent drapeaux rouges et tricolores et l'impuissance des ouvriers à opposer la moindre résistance aux décrets-lois des différents gouvernements. Le prolétariat français était prêt à entrer dans la boucherie il y a quelques mois, et cela avec autant d'énergie que le prolétaire italien ou allemand. Sur le terrain des batailles revendicatives, le Front Populaire obtint le même succès qu'au point de vue politique et au travers de la campagne pour l'unité syndicale empêcha le moindre mouvement. C'est au cours de cette période que se situent les grèves de Brest et de Toulon, qui furent étouffées par les forces coalisées de la C.G.T. et de la garde mobile.

Comment? Des prolétaires reliaient unité syndicale et batailles revendicatives! Seule la répression féroce pouvait avoir raison de tentatives de classe semblables. Et jusqu'à l'avènement du gouvernement Sarraut, l'ordre républicain régna en France sans que les grandes manifestations antifascistes s'avérassent être autre chose que des manifestations capitalistes, sans que l'unité syndicale s'avérât être autre chose qu'une unité entre appareils de bureaucrates dont les masses furent éloignées prudemment.

Le fil conducteur de la situation n'était pas la constitution de partis, d'Internationale au mois ou à la semaine; ce n'était pas la surenchère qui consiste à prôner des milices armées ou à mettre « au pied du mur » des formations sociales au service du capitalisme. Il s'agissait de considérer la situation française comme un produit de toute une évolution mondiale en tenant compte que les conditions d'un changement fondamental se-

ront fécondées par la lutte des classes elle-même, alors que notre fonction revenait à suivre pas à pas la dissolution du prolétariat français. Les communistes internationalistes devaient se considérer comme le pôle opposé de cette dissolution où l'évolution des événements devait se traduire par une cristallisation progressive. Là était le fil du développement historique: chaque problème dont s'est servi le capitalisme pour entraîner les masses devait recevoir sa réponse de classe, basée non seulement sur les expériences prolétariennes en France, mais dans le monde entier. Une séparation d'avec les masses en aurait certainement résulté mais les derniers événements prouvent que cette séparation peut être comblée et le sera certainement par l'évolution de la conscience des masses sous l'impulsion des situations.

A la faveur d'un changement important de la situation internationale, les ouvriers français ont donc retrouvé la force de déclencher de grandes grèves. Mais l'inexistence en leur sein d'un groupement ayant opposé le barrage des principes du communisme aux vagues de la dissolution capitaliste, en a fait facilement le jouet de conditions établies pendant deux ans par le capitalisme et consacrées par le Front Populaire. L'élan enthousiaste des prolétaires s'est vu collé au dos le drapeau tricolore qui en a brisé la signification profonde.

Pour qu'un renouveau de la lutte prolétarienne puisse jaillir des mouvements grévistes de France, il aurait fallu que les ouvriers puissent rompre avec les partis et les formes de leur dissolution de classe. Il aurait fallu qu'une conscience nouvelle se dégage des événements. Or, tout cela n'a pas trouvé sa place. L'occupation des usines s'est faite en respectant la discipline syndicale: « pas un écrou ne doit manquer »; la reconnaissance syndicale est devenue un système compliqué de délégués d'usines accrédités par l'organisation syndicale. Bref, ni conscience nouvelle, ni forme d'organisation nouvelle ne trouvèrent leur place, alors que l'influence des partis du capitalisme, l'emprise de la C.G.T. en sortent renforcées considérablement.

Cela nous permet immédiatement de confirmer notre opinion: les événements en France caractérisent certainement une période nouvelle — courte ou longue, il

est malaisé de le dire aujourd'hui — mais ils n'en sont point le point central qui sera donné par les solutions que trouveront et l'Italie et l'Allemagne à leurs difficultés particulières.

Enfin, la possibilité pour un prolétariat déterminé de retrouver aujourd'hui son chemin de classe, qu'il s'agisse de l'Italie, de la France ou de la Russie, réside dans la possibilité de faire de son réveil de classe un moment du réveil du prolétariat mondial modifiant internationalement les rapports entre les classes.

En troisième lieu, c'est dans la mesure où chaque terme de la dissolution ou de l'écrasement violent du prolétariat correspond à un effort correspondant de groupes communistes pour dégager du martyre des prolétaires leurs positions programmatiques que les conditions historiques du renouveau et du seul renouveau de la conscience ouvrière que l'histoire connaisse, se frayent leur voie et pourront s'exprimer dans une lutte pour l'insurrection.

Les batailles grévistes et la fonction du Front Populaire

Il est indéniable que le Front Populaire fut la force capitaliste en rapport avec le cours des situations qui, depuis février 1934, enregistra la dissolution de la conscience prolétarienne et cela au travers d'une mobilisation en vue de la guerre mondiale. Pendant cette époque, aucun contraste entre la volonté de lutte des ouvriers et la fonction du Front Populaire ne pouvait trouver sa place, car le prolétariat ne pouvait agir que dans des situations où se vérifiait sa dissolution et qui formaient précisément le terrain du triomphe des forces du capitalisme. Il est donc faux de voir dans les récentes grèves le produit de la pression des masses modifiant le Front Populaire jusqu'à en faire un instrument de leurs batailles de classes.

Les grèves trouvent leur origine, évidemment, sur le terrain de la lutte des classes, où s'est vérifié un changement important dont l'explication nous paraît résider en ceci: Le Front Populaire, qui fut la force capitaliste pour la mobilisation en vue de la guerre, va arriver au pouvoir alors que la situation internationale voit le capitalisme s'efforcer de localiser des conflits inter-impérialistes. De ce fait, son avènement au pouvoir va

coïncider avec l'explosion de contrastes de classe comprimés par la campagne menée pendant deux ans au nom de la réconciliation des Français. Et le Front Populaire deviendra, par la force même des événements, le barrage du capitalisme et l'instrument d'étranglement des grèves. Cela aussi, il pourra le faire en accentuant à l'extrême les formes de l'Union Sacrée d'un part et en concédant certaines revendications aux ouvriers d'autre part.

Mais le fait essentiel qu'il nous revient de bien mettre en évidence, c'est que les grèves n'éclatent pas parce que le Front Populaire vient au pouvoir et que le prolétariat y voit son œuvre, mais inversement, elles se frayent péniblement leur voie dans les derniers mois du gouvernement Sarraut pour s'épanouir majestueusement au commencement du mois de juin, parce qu'en localisant des conflits inter-impérialistes, la bourgeoisie ne peut éviter que tous les contrastes de classes qu'elle a refoulés antérieurement cherchent leur débouché spécifique. Les grèves expriment la négation de l'œuvre capitaliste du Front Populaire envers lequel elles sont une puissante manifestation de méfiance. Les ouvriers n'attendent pas l'arrivée de Blum au pouvoir pour améliorer leur situation, mais ils comprennent qu'ils doivent partir malgré la C.G.T., le centrisme et la social-démocratie.

Il ne s'agit donc pas ici de confondre la manœuvre du capitalisme devant une nouvelle situation et la nouvelle situation elle-même. La bourgeoisie est obligée de recourir au Front Populaire pour canaliser à son profit une explosion inévitable de la lutte des classes et elle ne peut le faire que dans la mesure où le Front Populaire apparaît comme une émanation de la classe ouvrière et non comme la force capitaliste qui a dissous le prolétariat pour le mobiliser pour la guerre. Il est certain que, même sans Front Populaire, des batailles grévistes se seraient déclenchées en France et cela est prouvé par la fermentation sourde mais profonde qui s'exprima en France déjà sous le cabinet Sarraut. Avec l'avènement du gouvernement Blum, la bourgeoisie n'a fait qu'exécuter une manœuvre assez vieille qui consiste à barrer la route au prolétariat en effervescence avec une formation de gauche qui saura, au besoin, joindre à

la corruption démocratique la force brutale des Noske-Scheidemann. Le fait original de la situation française c'est que le tournant brusque des situations obligeait la classe ouvrière de retrouver, en quelques jours, son chemin de classe ou de retomber d'une forme de sa dissolution dans une autre. Le Front Populaire a eu le grand mérite, pour la bourgeoisie, de représenter l'élément de transition entre ces deux formes dont il a concrétisé la seconde par la canalisation des grèves. Encore une fois, nous le répétons, l'on aurait tort de pousser l'analogie plus loin et de croire que le prolétariat français se trouve devant les mêmes situations que le prolétariat allemand devant Noske-Scheidemann en 1919, car, aujourd'hui, les sursauts de la lutte des classes en France ne s'effectuent pas dans une situation internationale où l'on voit déjà se vérifier le flux de la révolution, mais où se vérifie le triomphe absolu du capitalisme. Il est ainsi permis de croire que l'avènement du Front Populaire représente une élément bien plus stable de la domination bourgeoise que les formations de gauche bourgeoise précédentes et que Blum a parfaitement raison de dire qu'il n'est pas Kerensky. L'avènement du Front Populaire n'est pas une manifestation de faiblesse de la bourgeoisie française, mais une manifestation de force et cela aussi est prouvé par les positions du gouvernement Blum qui n'hésitera pas, dès son arrivée au pouvoir, à dévoiler nettement son caractère essentiellement capitaliste. Il pourra le faire avec d'autant plus de force qu'avec l'appui « sans éclipse » des centristes, il maintiendra l'Union Sacrée parmi les masses dans une situation où le débouché immédiat de la guerre impérialiste ne s'offre pas. Au point de vue économique, le gouvernement du Front Populaire aura la marge de la dévaluation (dont on ne voit pas encore bien les formes que lui donnera Blum) qui lui permettra d'éviter la lutte violente contre les masses et aussi de donner à celles-ci l'impression que leurs revendications correspondent à la phase nouvelle ouverte par la victoire du Front Populaire. Mais, dans ce domaine également, il ne fera pas preuve de faiblesse et les luttes grévistes ne dépasseront pas les limites imposées par le capitalisme qui, au travers de la voix autorisée de Salengro et de Jouhaux, avertira les tra-

vailleurs que leurs luttes sont uniquement « corporatives » et que les exagérations tomberont sous l'effet de la loi. Pour concrétiser cette affirmation, nous verront d'ailleurs, après l'accord de l'Hôtel Matignon, apparaître des patrouilles de gardes mobiles prêtes à entrer en action.

Il est certain qu'à la place de Blum et du Front Populaire la bourgeoisie aimerait mieux un gouvernement de droite, mais le problème, ici, n'est pas ce que dit « Le Temps » ou « L'Echo de Paris », mais la nécessité de recourir « n'importe comment » à des formes de domination qui résultent du cours même des situations et cela la bourgeoisie française le comprend. Ce n'est pas le problème du sabotage du gouvernement Blum qui la préoccupe, mais celui de féconder, dès aujourd'hui, les éléments d'une continuité avec ce gouvernement lorsqu'il aura accompli toute sa mission et, pour cela, entrent en ligne de compte les Lignes aujourd'hui « dissoutes » autant que les partis de droite et que le Front Populaire lui-même.

Le capitalisme devant les grèves spontanées.

A notre avis, le caractère, les formes et l'ampleur des grèves doivent être recherchés dans l'évolution de la lutte des classes en France depuis deux ans. Chassé de son terrain politique par socialistes et centristes; chassé de son terrain revendicatif de classe au travers de l'unité syndicale; comprimé par les divers trains d'arrêtés-lois, et, enfin, noyé dans la mascarade antifasciste, patriotarde du Front Populaire, le réveil de la lutte spécifique de la classe ouvrière n'était possible que dans la mesure où il allait mettre en branle toute la classe et déborder toutes les organisations au service de la bourgeoisie et qui représentaient autant de freins pour la bataille. Là réside la nécessité de la spontanéité des grèves et l'élément qui l'oppose au Front Populaire, qui a tout fait pour guider les contrastes de classes de la société capitaliste vers la guerre.

Les grèves devaient tout d'abord être revendicatives parce qu'elles prenaient leurs racines dans les attaques multiples subies ces dernières années par le prolétariat. Elles pouvaient être plus, à la condition de chasser du sein du prolétariat le Front Populaire avec ses partis et

l'occupation des usines était incontestablement le germe d'une pareille tendance. Mais les conditions pour l'épanouissement de ce germe ont rapidement fait défaut par suite des importantes concessions que la bourgeoisie put faire. Par ailleurs, C. G. T. et Front Populaire se sont immédiatement efforcés de fausser la signification de l'occupation des usines qui devint une méthode de lutte en période de crise et de chômage. Cet argument ne tient évidemment pas si l'on tient compte qu'au moment où se déclenchent des grèves d'une telle envergure, les chômeurs sont entraînés dans le mouvement et que le lock-out patronal, surtout dans les usines de métallurgie où le travail a repris avec la politique du réarmement, présente plus de désavantages que d'avantages, puisqu'il provoque des rencontres sanglantes entre grévistes et forces répressives.

Le fait est que l'occupation des usines a parfaitement cadré avec les conditions de spontanéité des luttes grévistes. Les masses ne pouvaient réagir sur un terrain de classe qu'en dehors du Front Populaire, arme de leur dissolution et de leur impuissance; elles ne pouvaient que réagir en dehors des organisations syndicales unifiées qui, à Brest et à Toulon, ont prouvé que l'unité syndicale devait servir à empêcher des luttes revendicatives. Le seul terrain qui leur restait était l'usine où l'initiative revenait immédiatement aux grandes masses inorganisées qui allaient faire preuve, chez Renault notamment, d'un esprit de lutte très élevé.

Avec son sûr instinct de classe, le prolétariat français a donc compris que la moindre de ses luttes revendicatives devait entraîner, pour réussir, l'ensemble de la classe contre les directives et positions des grands partis du Front Populaire et de la C.G.T., et cela il a pu le faire en choisissant un terrain d'action nouveau où, du moins les premiers jours, le travail de sabotage de la C.G.T. et du Front Populaire rencontra des difficultés. Il n'y a, évidemment, aucune comparaison possible entre l'occupation des usines en Italie et ce qui vient de se passer en France. Lorsqu'en 1920 le prolétariat italien occupa les usines, il affirma aussi la naissance d'une conscience de classe qui devait donner naissance au parti communiste et déterminer la bourgeoisie à recourir à la violence fasciste, car il s'agis-

sait d'un épisode grandiose de la bataille mondiale commencée par le prolétariat russe. L'occupation des usines en Italie ouvrit une période de guerre civile où la menace de la révolution ne pouvait être étouffée que par la plus noire et la plus sanglante des répressions. En France, par contre, l'occupation des usines se situe dans une période qui est à l'opposé de celle que nous avons connue en Italie. Après deux ans de dissolution et de désagrégation, le prolétariat ne peut retrouver sa conscience de classe qu'en se retranchant dans les usines que le Front Populaire assiègera immédiatement et qu'il occupera une à une. Mais l'occupation des usines n'est, ici, qu'une tendance vers la modification des rapports entre les classes au profit du prolétariat ; elle n'est qu'une tentative d'évasion gigantesque des prolétaires des tenailles capitalistes que manient les traîtres. Et si elle a échoué aujourd'hui, elle laissera certainement, pour les luttes de demain, des traces indélébiles.

Nous avons déjà mis en évidence que les grèves se frayent leur voie dès l'avènement du gouvernement Sarraut qui, basé sur le soutien socialiste et l'abstention des communistes, ne peut trancher les conflits par la violence, mais par l'arbitrage. Après les événements du 7 mars 1936, lorsqu'il s'avéra que la bourgeoisie ne pouvait s'engager dans une guerre mondiale pour faire reculer l'Allemagne, les grèves rebondissent, mais elles seront étouffées dans le battage électoral du Front Populaire. Immédiatement après la victoire de ce dernier, le mouvement de grèves suit son cours sans tenir compte des objurgations socialo-centristes ou cégetistes. Il embrasse surtout les usines de guerre où la reprise du travail est manifeste, mais, dès le 28 mai, la région parisienne entre dans la bataille et, jusqu'au 15 juin, les grèves mettront en action des centaines de milliers de travailleurs. Après cette date, c'est le reflux, bien que, dans une série de secteurs, la bataille ne fait que commencer.

Les positions de la bourgeoisie, lorsque la liquidation du premier conflit chez Renault par la C. G. T. ne termine pas le mouvement de grève mais ne le fit que rebondir, consista en une accélération de la venue du gouvernement Blum, alors que, dans l'ensemble, Sarraut laissait prudemment faire et retirait police et

garde mobile. Le jeudi 4 juin, le mouvement atteint son point culminant : tout est débordé. Sarraut démissionne en vitesse et Blum vient au pouvoir à 21 h. A ce moment, la moindre collision avec la force publique aurait jeté les ouvriers des usines dans la rue et un courant de rébellion envers les syndicats se serait manifesté. Mais la bourgeoisie reste calme. Les ouvriers semblent les maîtres des usines. Et la grande manœuvre d'enveloppement se dessine et prend rapidement corps. La C.G.T. établit un contrôle sur les centres névralgiques : les grosses usines de la métallurgie parisienne. Le Front Populaire s'accapare du ravitaillement des grévistes et veille avec les bonzes syndicaux à ce que le drapeau tricolore flotte sur chaque usine à côté du drapeau rouge. La campagne menée par tous les partis et par la C.G.T. pour prouver qu'il s'agit uniquement de batailles corporatives, non politiques ou révolutionnaires, aura pour signification de masquer l'opposition entre leur fonction capitaliste et les grèves qui mettent en question toute l'œuvre de réaction qu'ils ont réalisée.

Une fois passé le cap dangereux, la bourgeoisie transpose toute la lutte sur le terrain parlementaire. Son but, nettement avoué, est de faire voter une série de lois et, sur cette base, procéder à l'évacuation des usines. L'accord de l'Hôtel Matignon, du dimanche 6 juin, proclamera la possibilité de satisfaire certaines revendications (contrat collectif, augmentation des salaires de 7 à 15 p.c., congés payés, reconnaissance syndicale), mais il faudra attendre la signature des contrats dans les grosses entreprises et le vote des lois sociales du vendredi 12 pour que, le samedi, les ouvriers consentent à évacuer les usines.

Pendant huit jours, les grévistes devront faire face aux promesses démagogiques du gouvernement Blum et aux tentatives des social-centristes de liquider rapidement le mouvement. La C. G. T. parviendra, durant cette période, à séparer les entreprises les unes des autres, à accréditer l'idée qu'il faut rentrer là où le patronat signe. Mais les grosses usines seront évacuées au moment seulement où les ouvriers auront la certitude d'avoir obtenu satisfaction. A ce moment, ils payeront le prix de toute demi-victoire. Ils reflueront vers la C. G. T., vers le Front Populaire, qui s'accapareront des

résultats obtenus par la lutte des prolétaires afin d'en faire des armes de l'Union Sacrée. Les effectifs énormes qu'acquerra la C. G. T. lui donneront un contrôle sur les grandes masses du prolétariat français et la loi sur les contrats collectifs permettra à la bourgeoisie française d'en faire une prison « ouvrière » où seront étouffées toutes les réactions de classe des prolétaires.

Dans l'ensemble, la bourgeoisie a compris que si elle pouvait, momentanément, éviter la guerre, elle ne pouvait pas, simultanément, éviter les conflits sociaux. Pour ces conflits, elle en a confié la charge au Front Populaire qui, abordant la marge que donnerait une dévaluation, a dû concéder des revendications en exploitant ces circonstances pour entraîner, dans ces nouvelles situations, le prolétariat français dans une réconciliation nationale qui, pour le capitalisme, ne peut trouver d'autre débouché que la guerre impérialiste mondiale.

Chronique des événements en France

Le jeudi 28 mai éclate la grève chez Renault. Près de 32,000 ouvriers sont impliqués dans le conflit. La C. G. T., avec l'arbitrage de Frossart, liquide le mouvement avec des promesses dès le samedi 30 mai. L'« Action Française » signale un tract lancé chez Renault par un groupe d'ouvriers dénonçant la trahison de la C.G.T. Elle publie le tract pour prouver que, malgré leurs affirmations, les bonzes syndicaux sont débordés.

Après les fêtes de Pentecôte, **mercredi 3 et jeudi 4 juin**, c'est l'explosion formidable de la grève. Le « Populaire » et l'« Humanité » publient un appel de la C.G.T. : « résolues à maintenir le mouvement dans le cadre, la discipline et la tranquillité du début, les organisations syndicales s'affirment prêtes à y mettre un terme dès l'instant et partout où les justes revendications ouvrières seront satisfaites ».

Jeudi, le syndicat des métaux lance un appel où il affirme son respect pour la propriété privée, mais, comme la situation s'aggrave toujours, en vitesse, à 21 heures le gouvernement Blum est constitué.

Les forces répressives de la bourgeoisie ont disparu. Le prolétariat se trouve en face du Front Populaire qui entre en action.

Vendredi matin l'« Humanité » et le « Populaire » lancent des éditions spéciales alors que la grève qui a éclaté aux Messageries Hachettes empêche les journaux d'information de paraître. Le gouvernement Blum est constitué. Des mesures vont être prises : tout va rentrer dans l'ordre. La délégation des gauches qui s'est réunie entretemps publie un manifeste où il est dit : « La délégation des gauches a constaté que les ouvriers défendent leur pain dans l'ordre, la discipline et veulent conserver à leur mouvement un caractère revendicatif dont ne parviendront pas à leur faire départir les Croix de Feu et autres agents de la réaction ». Dans l'« Humanité » s'étalent des photos d'usines avec drapeaux rouges et tricolores, et le Bureau Politiques du P.C. publie un procès-verbal où il est recommandé aux ouvriers l'ordre et la discipline à tout prix.

Brusquement les pourparlers entre le syndicat des métaux et la chambre syndicale patronale sont rompus à l'initiative de cette dernière qui invoque l'emprisonnement de directeurs dans certaines usines. Cette rupture provoque un nouveau débrayage chez Renault où les ouvriers ont compris qu'ils peuvent obtenir plus que des promesses.

Le syndicat des métaux lance un manifeste où il dit : « Depuis une semaine, délégués ouvriers et militants du syndicat ont multiplié leurs efforts en vue de la conclusion **d'accords particuliers pour chaque entreprise** (souligné par nous). Dans de nombreuses usines occupant une centaine de milliers d'ouvriers, de tels contrats ont été signés et le travail a repris normalement dans ces établissements ».

Le syndicat des métaux veut que dans chaque entreprise soit signé un contrat et que là où les ouvriers obtiennent satisfaction ils rentrent sans plus se préoccuper des autres usines. Le patronat veut que Blum intervienne et transpose tout le conflit sur le terrain parlementaire où une solution est toujours possible et où il ne s'agit plus de lutte de classe.

Vendredi midi le gouvernement Blum s'adresse au Peuple. Le gouvernement va se présenter devant les Chambres, il appliquera le programme du Front Populaire ; il déposera des projets pour la semaine de 40 heures, les contrats collectifs, les congés payés. Il agira avec déci-

sion et rapidité. Mais il demande aux travailleurs « de s'en remettre à la loi pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi, de poursuivre les autres dans le calme, la dignité et la discipline ».

L'« Humanité » paraît vendredi avec ce cri : « Dans l'ordre pour le pain ». D'autre part, Cachin y écrit : « Le ministère du Front Populaire entre en fonction dans des conditions difficiles. Notre parti communiste et la C. G. T. lui apporteront leur concours sans réserve pour la solution rapide de l'immense conflit qu'il a charge d'arbitrer ». Les centristes mettent bien en évidence qu'il s'agit de rien d'autre que d'un simple mouvement revendicatif où ils ne sont pour rien.

Vendredi l'« Humanité » parle de plus de 500.000 grévistes en France, car le Nord s'est ébranlé et les mineurs de Lens dont la menace de grève générale avait été écartée avant le 1er mai ont occupé les puits. Dès vendredi, le Front Populaire met en garde les ouvriers contre les Croix de Feu, argument qu'il brandira progressivement pour l'employer la semaine d'après contre des travailleurs récalcitrants. En vérité, ni jeudi, ni vendredi les organismes fascistes n'osent bouger pas plus que la bourgeoisie ne conçoit l'opportunité de mobiliser la garde mobile.

Samedi 7 juin, le gouvernement Blum entre en action avec l'accompagnement de Jouhaux qui disposera librement de la Radio. Salengro, ministre socialiste S. F. I. O. de l'Intérieur avertit les militants qu'il ne faut pas qu'ils gênent la vie publique ou troublent l'ordre. Les rares journaux bourgeois qui paraissent ce jour là lui attribuent des déclarations excessivement fortes au sujet du maintien de l'ordre. Lebas, ministre du Travail, invitera solennellement les ouvriers à tenir compte de l'avènement de Blum et il dira que le « programme du gouvernement que présentera le Président du Conseil répond précisément à toutes ces revendications qui sont à la base du mouvement des grèves ». Jouhaux, quant à lui, aura pour tâche de tranquilliser l'opinion publique et d'entamer l'attaque contre les formations de droite qui poussent les ouvriers vers des positions extrémistes. Enfin, Séverac expliquera dans le « Populaire » que le gouvernement Blum a reçu mission de réaliser un programme dans

le cadre du régime capitaliste et non de briser ses cadres et que les ouvriers doivent bien comprendre cela.

« L'Humanité » sortira samedi avec la devise flamboyante : « L'Ordre assurera le succès ». Ceux qui sortent de la légalité se sont les patrons, les agents d'Hitler qui ne veulent pas la réconciliation des Français et acculent les ouvriers à faire la grève.

Malgré cela le Bâtiment décide la grève générale pour lundi et rapidement sont publiés des avis mettant en garde les cheminots, P. T. T. et ouvriers des Services publics contre des grèves auxquelles s'opposent les syndicats qui prétendent obtenir rapidement satisfaction pour ces travailleurs.

Le Parlement qui se réunira samedi sera dominé par la marche des conflits et la confiance sera votée très vite à Blum, y compris par Duclos au nom du Parti Communiste.

Dimanche dans la journée, le P.C. lance une édition spéciale de l'« Humanité » où l'on dit : « Il faut faire vite ». La grève s'étend en province et peut acquérir des proportions imprévisibles. L'accord de l'Hôtel Matignon réalisé dans la nuit de dimanche à lundi est rapidement connu.

Lundi 8 juin, le « Populaire » et l'« Humanité » crient à la victoire. Pour la première fois, la puissante Confédération générale des Producteurs français et la C. G. T. ont traité comme des puissances égales. L'accord s'est fait sur l'admission du contrat collectif, sur la reconnaissance du droit syndical, des délégués syndicaux, l'augmentation des salaires de 7 à 15 p.c., ce que centristes et socialistes transformeront en 35 p. c. puisque le patronat français devra appliquer le semaine de 40 heures avec le salaire de 48 heures. A ce sujet, M. Philipp, député S. F. I. O., prouvera lors de la discussion au sujet de la loi des 40 heures que le patronat parviendra à obtenir le rendement de 48 h. en 40 heures par l'intensification du travail horaire.

Le lundi, la chanson nouvelle que les ouvriers devront écouter sera la suivante : « Vous êtes victorieux, il faut reprendre le travail sur la base de l'accord Matignon où est stipulé que « l'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires à la loi ».

Mardi, Frachon, dans « l'Humanité »,

abordera de biais le problème des rentrées en disant que dans chaque usine les ouvriers discuteront les termes du contrat collectif qu'il faudra signer. Mardi, le mouvement s'engage vers son dénouement dans la région parisienne mais il s'étend encore dans le Nord où il embrasse toutes les industries. Bien que lundi « l'Humanité » ait clamé : « la victoire est acquise » et qu'elle ait écrit : « communistes nous saluons avec enthousiasme cette victoire de l'unité syndicale, ce triomphe de la réconciliation des masses françaises laborieuses », les ouvriers ne rentrent pas encore et resteront encore jusqu'à samedi dans les grosses usines de métallurgie. Mercredi, la reprise du travail s'accroît un peu mais pas en métallurgie. La grève chez Hachette se termine par l'obtention des principales revendications par les ouvriers, alors que des accords s'établissent dans l'Alimentation et dans la région du textile de Roubaix et Saint-Quentin, sur la base de l'accord Matignon.

Salengro lance mardi un avis pour mettre en garde les ouvriers : « On signale un peu partout l'intervention d'agents provocateurs étrangers au mouvement syndical. Certains d'entre eux ont été trouvés porteurs d'armes, etc... » Ce qui se produit c'est que malgré Matignon et malgré l'appel de l'Union des Syndicats de la région parisienne demandant aux ouvriers de reprendre le travail sur la base du règlement arrêté par la Confédération patronale et ouvrière, des prolétaires s'opposent aux bonzes syndicaux parfois sans le savoir, ou bien interprètent à leur façon prolétarienne les mots d'ordre syndicaux. Il faut tenir compte que la C. G. T. durant cette période voit se vérifier un afflux considérable d'ouvriers vers elle. Rien que pour les métallurgistes qui sur 250.000 ouvriers dans la région parisienne étaient groupés à 5.000 dans la C. G. T. unifiée, l'on constate une affluence par dizaine et dizaine de milliers de nouveaux syndiqués. L'argument de provocateur employé par le ministre de l'Intérieur comme par Jouhaux va donc servir pour maintenir dans les cadres de la légalité syndicale la combativité des ouvriers.

Le jeudi est marqué par la reprise du travail dans le Nord où près de 270.000 grévistes reprennent le travail sur la base de l'accord de l'Hôtel Matignon. Cette

reprise s'accompagne des mises en garde habituelles contre les « éléments étrangers au mouvement syndical », contre les provocateurs au sujet desquels Salengro parlera à Lille dans son discours radio-diffusé.

Le vendredi 12 juin le Parlement français se réunit et Blum mettra bien en évidence que « la promptitude de son vote (du Parlement) est un des éléments moraux de l'œuvre de conciliation que nous essayons aujourd'hui d'accomplir ». La Chambre adopte rapidement les quatre projets de loi sur les conventions collectives, les congés payés, la première révision des décrets lois concernant les anciens combattants et la première révision des décrets lois concernant les fonctionnaires. Parallèlement le travail reprendra dans une série d'industries alors que les pourparlers continueront laborieusement en métallurgie, dans le Bâtiment et dans les grands magasins de la région parisienne. L'Union des Syndicats de la Seine publiera ce jour un communiqué pour interdire l'accès des entreprises « à ceux qui se présenteraient au nom du mouvement syndical sans avoir un pareil mandat ». Il faut à tout prix empêcher des initiatives ouvrières qui sont d'autant plus faciles et moins contrôlables que l'appareil syndical ne peut pas absorber et canaliser en quelques jours les milliers et les milliers d'ouvriers qui viennent chercher la carte de la C. G. T.

Samedi, le mouvement touche à sa fin car le contrat collectif de la métallurgie parisienne est signé entre la Chambre patronale et les organisations ouvrières. Les métallos évacuent donc les usines et la Chambre qui siège sans désespérer vote rapidement la semaine de 40 heures, cinquième projet du gouvernement Blum.

Samedi encore « l'Humanité » publie un extrait curieux d'un discours de Thorez : « Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues. Il faut même consentir au compromis afin de ne perdre aucune force et notamment ne pas faciliter les campagnes d'effolement et de panique de la réaction ».

Lundi dans la région parisienne restent encore en grève les grands magasins et les Compagnies d'assurances. Dans l'ensemble le mouvement est liquidé.

Salengro fait saisir l'organe des trotskistes unifiés « La Lutte ». Il les frappe

moins pour leurs élucubrations fantaisistes que pour prouver qu'il est prêt à sévir aussi sérieusement contre les factieux de droite que de gauche. Cette mesure permet aussi de coller au sein des assemblées de grévistes l'épithète de « provocateur trotskiste » à l'ouvrier récalcitrant. « L'Humanité » tente d'effacer

l'impression mauvaise que laisse aux ouvriers ces poursuites contre un journal prolétarien. Elle demande que Salengro sévisse en premier lieu contre les Ligues fascistes. Le 18, le Parlement vote le décret sur la dissolution des Ligues : « L'Humanité » a obtenu satisfaction !

La rafale gréviste en Belgique

La coïncidence des mouvements en Belgique et en France avait fait supposer, surtout aux chefs syndicaux péobistes, qu'il ne s'agissait que d'un simple reflet des grèves de France et qu'il n'y avait donc pas à redouter de profondes secousses sociales ; d'autant plus que c'est seulement lorsque la courbe descendait en France que les premiers mouvements éclataient en Belgique.

Pour acquérir une notion exacte des mouvements belges, il faut commencer par ne pas les considérer comme un simple écho des grèves françaises tout en considérant que ces dernières ont évidemment influencé le cours des événements belges. Nous verrons, par la suite, dans quelle mesure un lien de continuité peut être établi entre les deux mouvements sur le plan international. Mais il nous paraît indispensable de commencer par mettre en évidence les dissemblances des situations française et belge, d'autant plus que l'évolution des événements en Belgique permet de jeter un peu de lumière sur les perspectives qui s'ouvrent devant la classe ouvrière française.

Dans l'analyse comparative que nous essaierons de faire, il y a un élément de grande importance qui rend extrêmement difficile notre étude et qui ne permet pas d'arriver à des conclusions définitives. La situation internationale ne laisse pas encore entrevoir une orientation claire quant aux possibilités qui s'offriraient au capitalisme de refouler les menaces d'une conflagration internationale ou de localiser les conflits inter-impérialistes les plus aigus. La Belgique a certainement devancé la France quant aux formes empruntées par les tentatives du capitalisme pour recourir à des expédients appelés à estomper les manifestations de la crise économique et étrangler les efforts défensifs de la classe ouvrière. Mais comme la situation internationale s'est profondément modifiée, loin de pouvoir prévoir une répétition en France d'un schéma d'événements qui serait identique à celui qui s'est précédemment déroulé en Belgique, il faudra limiter uniquement l'analogie à

la signification de l'issue des situations dans les deux pays.

La France entre dans le giron de la crise économique non seulement plus tard que la Belgique, mais aussi avec une capacité de résistance bien plus forte. Elle en est redevable surtout à sa structure économique où le poids spécifique de l'industrie est moins élevé et où des possibilités plus grandes de manœuvre sur le marché intérieur et colonial existent. Entre 1929 et 1932 nous assistons, en France, à une offensive capitaliste qui se heurtera à une forte résistance ouvrière et à une efflorescence de grèves particulièrement dans le Nord, parmi les mineurs et les ouvriers du textile. En Belgique, où l'attaque capitaliste contre les conditions de vie de la classe ouvrière est bien plus forte, la réaction ouvrière est presque insignifiante et cela à cause des possibilités qui restent encore aux puissantes organisations syndicales pour refreiner la volonté de lutte des ouvriers. M. Mertens, secrétaire de la Commission Syndicale, pouvait se vanter, au Sénat, d'avoir graduellement, et sans graves secousses, conduit les ouvriers belges à s'accommoder d'une réduction de leur standard de vie de l'ordre de 20 p. c. En effet, contre le plan patronal de réduction massive des salaires, il n'y eut, en avril 1931, que la grève des typos bruxellois. Cette grève mérite d'être relevée non point par l'importance du nombre des prolétaires qui entrèrent en lutte, ni par les répercussions immédiates qu'elle eut, mais parce qu'elle permit de révéler la réalité sociale dans laquelle les travailleurs de Belgique étaient forcés d'agir. Un département fort restreint de la classe ouvrière entraînait dans le mouvement pour la semaine de 44 heures et l'augmentation des salaires et cela juste au moment où le gouvernement décrétait une réduction des appointements des fonctionnaires en insistant tout particulièrement sur le fait qu'il voulait ainsi donner l'exemple aux industriels afin qu'ils entrent, sans tarder, dans la voie de nouvelles compressions drastiques. A cette époque, la Commission Syndicale, qui

avait pourtant à son programme la réalisation de la semaine de 40 heures, déclina contre les typos bruxellois toutes les forces de ses organisations et voua à un échec total la lutte désespérée de ce petit retranchement de la classe ouvrière qui luttait dans l'intérêt de tout le prolétariat belge contre la coalition étroite de toutes les forces du capitalisme, y compris, et au premier chef, le P.O.B., avec la Commission Syndicale.

Entre 1929 et 1932, sous le gouvernement de Tardieu, nous assistâmes, en France, à une série de défaites de grèves ouvrières, mais les conditions de vie des exploités français, la chute de leurs salaires était bien inférieure à celle qu'avait pu obtenir le capitalisme belge, où les formidables organisations syndicales avaient permis d'atteindre de meilleurs résultats en permettant même l'économie de mouvements grévistes. Seulement, il n'existe pas de demi-mesures dans la lutte de classes et ou bien l'on en arrive au fascisme pour anéantir, pour une période assez longue, le prolétariat (fort probablement pour toute la période qui nous sépare des situations tombant à nouveau dans la guerre), ou bien des possibilités de manœuvre restent au capitalisme pour agir avec l'appui social-démocrate, et alors aucune force ne pourra éviter l'éclosion des conflits de classes.

Malgré l'œuvre minutieuse de la Commission Syndicale, qui était parvenue à épurer les syndicats de la présence des révolutionnaires, éclatait, en 1932, en opposition ouverte aux directives des syndicats, le puissant mouvement minier, à l'issue duquel le capitalisme pensa qu'il valait mieux suspendre, pendant quelques mois, la poursuite de son plan dirigé contre la classe ouvrière. En France, c'est seulement entre 1932 et 1936 que nous verrons se déclencher une attaque de l'importance de celle qui avait été menée à bien par la bourgeoisie belge entre 1930 et 1932. Et, ici aussi, c'est sans rencontrer de sérieuses résistances de la part des ouvriers qu'on les mobilisa, contre le 6 Février, le fascisme et pour la défense de la République. A un moment avancé de cette attaque, lors des décrets-lois Laval, les ouvriers de Brest et de Toulon qui osèrent riposter par la lutte de classes, furent traités de provocateurs par les traîtres socialistes et centristes qui appliquaient parfaitement la devise de Brüning suivant laquelle, pour éviter le pire, il fallait sacrifier délibérément toute tentative de continuer la lutte des classes.

A un certain point de vue, les grands mouvements français de 1936 se placent sur le même plan que ceux de 1932 en Belgique, car les uns et les autres arrivent après que le capitalis-

me a pu obtenir des résultats de tout premier ordre dans la voie de la compression des salaires. Ce parallèle n'est nullement démenti par la différence des résultats qui ont clos les deux grèves. Bien évidemment, en France, l'on a obtenu plus qu'en 1932 en Belgique, où il n'y eut — sous l'initiative de Vandervelde — que les déclarations solennelles des trois partis traditionnels, à la Chambre, pour la défense des salaires et l'institution d'une Commission pour la semaine des 40 heures. Mais il est certain que, tout comme le capitalisme belge enterra quelques mois après les concessions qu'il avait faites pour briser le mouvement des mineurs de 1932, la bourgeoisie française pourra ensevelir rapidement l'accord de l'hôtel Matignon.

Nous mettrons, par la suite, en évidence comment le puissant élan de classe du prolétariat belge de 1932 a pu être canalisé progressivement dans la voie de garage d'une action parlementaire d'opposition au développement croissant de l'attaque capitaliste, et comment il s'est enfin conclu par la constitution du gouvernement d'Union Nationale de mars 1935. Pour le moment, nous voudrions souligner les nouvelles circonstances internationales qui pourraient imprimer un nouveau cours aux événements français, nouveau par rapport à celui qui se déroula entre 1932 et 1936 en Belgique et qui connut — ainsi que nous l'avons dit — l'effritement du puissant acquit de classe résultant des mouvements grandioses de 1932. Il serait puéril de dire que puisque les ouvriers français sont parvenus à réaliser une attaque de classe de l'importance de celle de juin 1936, le capitalisme se trouve, par cela même, dans l'impossibilité de passer rapidement à un regroupement de ses forces (y compris, fort probablement, le Front Populaire), pour disperser ce que la classe ouvrière a conquis tant au point de vue matériel que du renforcement de son esprit de classe. Non seulement la Belgique offre un démenti aux partisans de l'automatisme social (qui voient dans la grève en elle-même le salut pour le prolétariat), mais dans tous les pays nous avons constaté que la société capitaliste, après avoir connu le danger mortel d'une attaque générale de la classe ouvrière, se redresse rapidement en déclenchant une attaque massive sous la forme du mouvement fasciste ou d'une constellation de droite se complétant avec une opposition parlementaire et de scandales des social-démocrates et des centristes.

L'élément de diversification entre le 1932 belge et le 1936 français consiste dans la situation internationale à laquelle contribuent les deux pays, non simplement comme des parties d'un tout, mais en tant que départements res-

sentant dans leurs entrailles mêmes la substance de la situation mondiale. Les prémisses pour l'éclosion de la guerre mondiale existent non seulement dans certains pays (l'Allemagne, l'Italie et le Japon), mais dans tous les pays et la différence consiste uniquement dans le rythme de la cadence à laquelle marchent les différents Etats vers l'issue de la conflagration mondiale. Dans notre précédent numéro, nous avons expliqué que la solution du conflit italo-éthiopien et le réarmement de la Rhénanie, le fait que le capitalisme ait pu éviter que, de deux foyers d'incendie, puisse éclater la guerre mondiale, cela pourrait prospecter une possibilité de manœuvre dont le capitalisme international pourrait encore bénéficier. Dans ce cas, au cours d'une situation internationale contenant les conditions pour l'éclosion d'un conflit général, il pourrait réagir par la délimitation des régions du conflit où pourrait se régler — au travers d'un compromis — non seulement le conflit entre les impérialismes principalement intéressés, mais aussi, et cela est bien plus important, où pourrait se résorber la vague du prolétariat mondial qui est appelée à se diriger vers le déclenchement de la révolution et devant laquelle la seule forme possible d'opposition historique du capitalisme n'est que la guerre.

Nous mettons en évidence la possibilité d'une telle perspective en nous basant surtout sur le fait qu'à l'encontre des situations qui accompagnèrent les événements de 1905, de 1911 et des guerres balkaniques (à ce moment les conflits inter-impérialistes ne se reliaient pas directement aux mouvements de classe et l'Internationale Socialiste gardait une opposition analogue contre l'un et l'autre des deux Etats ou constellations aux prises), à l'occasion du conflit en Abyssinie et encore plus lors du réarmement de la Rhénanie, le prolétariat international avait été mobilisé en vue de la défense des intérêts de la patrie. Dans l'hypothèse d'une telle perspective générale, les mouvements français et belges pourraient être considérés comme une première riposte du prolétariat mondial, une riposte de classe qui a été malheureusement anéantie par les efforts conjugués des socialistes et des centristes. Il en résulterait aussi la possibilité d'entrevoir une extension mondiale de ces mouvements et notre espoir se dirige tout particulièrement vers le mouvement italien où le Front Populaire ne pourrait certainement pas enregistrer, pour le compte du capitalisme, un succès du type de celui remporté en France. Car les ouvriers italiens ont fait, en 1922, une expérience semblable à celle que viennent de faire les prolétaires de France et, après avoir

payé par la terreur fasciste l'incapacité où ils se trouvèrent alors d'atteindre leur victoire, ils se trouvent actuellement devant des possibilités bien plus grandes pour mener leur lutte jusqu'au triomphe de l'insurrection pour la fondation de la dictature du prolétariat, étape vers la victoire de la classe ouvrière mondiale. L'Union Sacrée, avant la guerre, pouvait donc vouloir signifier que le capitalisme avait devant lui une extrême possibilité de manœuvre : celle de briser la chaîne et faire éclater l'un après l'autre les différents conflits inter-impérialistes, celle aussi d'écraser un à la fois les prolétariats qui étaient jetés dans l'arène de la lutte de classes. Dans ce cas, les ouvriers français et belges auraient donc, les premiers, emprunté un chemin où d'autres prolétariats les suivront avec, nous le répétons, de meilleures chances de succès pour briser l'extrême ressource bourgeoise du Front Populaire, et cela à cause d'expériences bien plus élevées mûries sous la terreur fasciste.

En dehors de cette hypothèse, reste celle d'une éclosion immédiate de la guerre mondiale, ce qui ne serait nullement contredit par l'ampleur des mouvements de France et de Belgique. Avant la guerre de 1914, c'est bien au terme de puissantes manifestations ouvrières que nous eûmes le conflit mondial, et, dans certains pays, ce furent des élections de gauche qui conduisirent aux ministères jusqu'aboutistes. D'ailleurs, M. Blum l'a dit ouvertement à Genève qu'une nation se défend avec d'autant plus de vigueur qu'il y aura de justice sociale en son sein, ce qui veut dire — en termes concrets — que le prolétariat aurait payé par sa propre vie le faux-fuyant des accords de l'Hôtel Matignon.

Bien des gens peuvent rester désespérés devant l'ampleur des mouvements récents, bien des académiciens devront encore une fois réciter leur « mea culpa » : des luttes de classes si gigantesques ne se préparent pas et ne se prédisent pas non plus ; elles jaillissent du contexte même de la société capitaliste elle-même. Les prolétaires n'arrivent même pas à avoir conscience, quelques jours avant, de l'immensité de l'œuvre qu'ils sont appelés à réaliser le lendemain. Au surplus, ainsi que nous aurons l'occasion de le mettre en relief par après, ces mouvements éclatent en opposition brutale avec la politique de ces formations politiques qui essaieront de s'en approprier l'initiative et qui ont été les armes indispensables pour permettre au capitalisme de franchir le cap dangereux qui s'était présenté devant lui.

Quand ces tempêtes se déclencheront, on fera de son mieux : au premier moment, on essaiera d'y opposer un refus absolu, puis, si

cela ne vas pas, pour émousser l'attaque ouvrière, on la canaliserait vers l'impasse et lorsqu'il faudra quand même arriver à tromper les masses pour les ramener au travail, alors on clamera à la grande victoire en faisant passer pour une victoire ce même compromis qui représente, en réalité, la seule voie que le capitalisme avait devant lui pour faire face à l'attaque conjuguée des ouvriers en lutte et des forces historiques se dirigeant vers la destruction de la société capitaliste et son remplacement par la société communiste.

Le fond de la crise économique qui s'est ouverte en 1929 relève des caractères mêmes de l'époque impérialiste du capitalisme où l'enjeu des luttes de classes aussi bien que l'issue des secousses dans l'appareil productif sont représentés par l'opposition fondamentale entre l'abaissement constant de toutes les valeurs humaines dans l'orbite de la décadence de la société capitaliste et la destruction de celle-ci par le prolétariat s'acheminant vers la société communiste. La saturation de la société capitaliste est générale : elle ne peut plus contenir l'expansion des forces de production, elle n'est plus capable de retrouver son équilibre même au prix des crises cycliques ; elle ne peut plus laisser s'épanouir l'industrialisation des campagnes ou des colonies et est forcée d'avoir recours à des expédients, à des manipulations monétaires pour pouvoir continuer une vie au jour le jour, pour éloigner le moment où elle tombera sous les coups du prolétariat révolutionnaire. Mais, pour pouvoir rester à la tête de la société, le capitalisme est obligé de mater continuellement l'effort libérateur du prolétariat, au point de vue économique aussi bien que politique. Il ne lui suffira point d'abaisser constamment le niveau de vie des travailleurs, il devra aller au delà et rendre improductive toute la plus-value accumulée. Mais lorsque, et il en a été le cas en Belgique au travers des décrets-lois de 1933, 1934, 1935, les résultats auront été acquis, les salaires, que les indemnités de chômage auront été baissés d'environ 40 p.c. par rapport à 1929, et que les capitaux gèleront dans les banques, il faudra alors trouver une solution artificielle qui puisse au moins représenter un palliatif devant une situation inextricable. L'on aura recours à la dévaluation.

Pour mieux comprendre les récents mouvements belges, il faudra mettre en relief certains traits particuliers de l'économie de ce pays. Par rapport à la puissance industrielle de l'appareil de production, nous y trouverons une capacité d'achat extrêmement réduite, cela, évidemment, dans les limites de la production capitaliste. La

Belgique ne peut donc vivre qu'essentiellement de l'exportation et d'une exportation à très bon marché du fait de la crise mondiale et de la baisse des prix. Quand on examine, d'autre part, la composition qualitative du capital en Belgique, l'on constate qu'ici beaucoup plus que dans les autres pays industriels, la main-d'œuvre représente un facteur prépondérant. L'industrie essentielle est celle de transformation et les matières premières doivent être importées. Enfin, les mines ne rendent qu'au prix d'un labeur extrêmement pénible un charbon d'une qualité inférieure à celle des autres pays. Dans ces conditions, c'est sur le facteur salaire que tendent les efforts presque exclusifs du capitalisme belge, lequel pourra d'ailleurs obtenir des résultats de grande importance puisque, entre 1930 et 1936, les conditions des travailleurs sont tombées de plus de 60 p.c. au point de vue absolu et de 80 p.c. environ au point de vue relatif, compte tenu des innovations apportées dans la technique de production. C'est uniquement à ce prix que le capitalisme belge a pu résister sur les marchés mondiaux, bien que ses exportations, au point de vue de leur valeur aussi bien que de leur quantité, aient considérablement fléchi. Il s'agit maintenant de voir comment ce que Marx appelait le paradis du capitalisme a pu arriver à cette performance, malgré l'existence d'organisations syndicales d'une puissance numérique inconnue dans les autres pays, à part l'Angleterre, où, d'ailleurs, le pourcentage des syndiqués est loin d'atteindre celui de la Belgique.

Nous nous bornerons à l'examen de la période successive à l'élan puissant de la grève des mineurs de juillet 1932, grève qui, ainsi que nous l'avons dit, répondait à une ample attaque capitaliste qui avait pu se poursuivre sans résistance sérieuse des travailleurs au cours de 1930 et 1931. La grève se termine par un arrêt dans l'attaque capitaliste, mais cet arrêt ne dure que jusqu'à la fin de la même année. A ce moment, parallèlement aux mesures capitalistes pour reprendre l'offensive, nous assisterons, au sein du P. O. B., au montage d'une colossale mystification pour éviter la répétition de juillet. En décembre, au Congrès du P.O.B., De Man lancera son plan où les propositions d'aménagement de la société capitaliste au travers de certaines modifications rendues nécessaires par la situation et parfaitement acceptables par la bourgeoisie, qui les avait déjà appliquées ailleurs (en Italie et, par la suite, en Allemagne), se concluaient par la thèse centrale qu'une fois le gâteau de la production élargi, il y aurait eu la possibilité pour les ouvriers d'obtenir une partie moins petite de celui-ci. Au même mo-

ment se développe l'« Action Socialiste », dirigée par le futur ministre Spaak et qui, elle, donne son adhésion au Plan, mais veut le réaliser, non pas au travers d'une action parlementaire, mais par la lutte des classes. Fin 1932, les résultats de la grande grève sont, d'un côté, la tentative de De Man de mettre au docteur la lutte des classes (au Comité National de la Commission Syndicale De Man avait nettement affirmé qu'il fallait renoncer définitivement aux grèves et à la lutte des classes), de l'autre côté, l'Action Socialiste qui lève le drapeau de la lutte des classes pour aboutir à agrandir le gâteau de la production « nationale ». Qu'il soit dit, entre parenthèses, que l'Action Socialiste détient ses principales positions au sein de la Fédération Bruxelloise et des bassins miniers du Borinage et de Liège, mais les dirigeants syndicaux de gauche seront les premiers à s'opposer à toute tentative de déclencher des mouvements de classes et repousseront énergiquement l'idée du recours aux grèves et surtout à la grève générale. A ce moment, Spaak et consorts, pour se créer un alibi, diront qu'il n'y a plus rien à faire dans les syndicats et que la lutte est plus efficace en dehors d'eux.

Les lamentables résultats de la grève de juillet pousseront le capitalisme à passer, dès le début de 1934, à une attaque bien plus vigoureuse que celle de 1930-31. Ce seront les barons du textile de Verviers qui dénonceront la convention collective et proposeront rien de moins que le retour aux conditions de travail existant avant 1905 et que les ouvriers avaient alors brisé après un mouvement grandiose. La grève de Verviers soulève, évidemment, l'intérêt des ouvriers de toutes les localités et de toutes les corporations, d'autant plus que les patrons miniers parlent — un peu plus tard que leurs compères du textile mais alors que la grève durait encore à Verviers — d'une réduction des salaires. Au cours du premier semestre — et plus particulièrement des quatre premiers mois de 1934 — la situation était propice au déclenchement d'un mouvement national, mais ce qui permit le plus à la Commission Syndicale d'empêcher l'éclosion de la grève, ce fut le fait que l'attention de l'avant-garde ouvrière était attirée par les rodomontades de l'Action Socialiste, laquelle participait en plein à « l'action pour le Plan », alors que, dans les syndicats, elle s'opposait, si pas brutalement, du moins par d'habiles manœuvres, à une action suivie pour la grève nationale. Il faut ajouter que les trotskystes, qui disposaient d'une certaine influence dans quelques centres miniers de Charleroi avaient lancé le mot d'ordre de la grève nationale pour porter le P.O.B. au pouvoir.

Sous le triple signe de la lutte pour le Plan en dehors des actions de classe (De Man), de la lutte de classes pour le Plan, de la grève nationale pour le Plan au pouvoir (trotskystes), les masses et leur avant-garde furent immobilisées en face de l'attaque que menaient, à la tête du capitalisme belges, les barons de la laine de Verviers. Entretemps éclatait le krack de la Banque Belge du Travail, ce qui était de nature à détendre encore davantage les possibilités de résistance des ouvriers.

La grève de Verviers se termina par un échec cuisant et c'est au travers d'incidents sanglants que les dirigeants syndicaux firent adopter l'ordre de rentrée. A ce moment, le capitalisme sentit que le moment était venu pour faide déferler une attaque bien plus générale et ce furent les arrêtés-lois de mai 1933 qui opérèrent une réduction drastique des allocations des chômeurs qui virent baisser d'un jour à l'autre leurs indemnités de 40 p.c. et, pour certaines catégories, de 60 p.c. En réponse à cet assaut du capitalisme aux conditions de vie des travailleurs, le P.O.B. imagina la manœuvre d'une pétition au roi qui fut remise par un cortège de parlementaires social-démocrates, lesquels furent reçus avec tous les honneurs dus à des serviteurs aussi zélés de la bourgeoisie. La réaction ouvrière ne pouvait que dépendre de l'état de démoralisation dans lequel les masses avaient été plongées après la défaite de Verviers et l'écroulement de la Banque Belge du Travail, où se trouvaient confiées les dernières épargnes des travailleurs. Une polémique éclata entre De Man et Spaak, le premier reprochant — à juste raison d'ailleurs — à l'Action Socialiste de ne pas aller au delà de l'ergotage phraséologique, à quoi Spaak répondait en présentant tous les mérites qui lui revenaient pour les services rendus à la propagande pour le Plan et tout le Plan.

La suite des grèves de 1932 fut représentée par une réaction ouvrière que le Plan De Man, avec le complément de l'Action Socialiste, dirigea vers un redressement de l'Etat capitaliste.

La conséquence de la défaite de Verviers fut une attaque de la droite du P.O.B. — surtout sous la direction des cadres de la Commission Syndicale — contre l'Action Socialiste et au Congrès de décembre 1933, la question de l'extrême communication de ce journal fut posée, bien qu'il ait rendu de grands services au P.O.B. en y maintenant l'adhésion des couches ouvrières importantes. Ce Congrès s'ouvrait alors que Vandervelde amorçait une manœuvre vers la collaboration ministérielle en abandonnant la position défendue constamment jusqu'alors et qui consistait à refuser toute offre d'entrée dans le ministère avant une nouvelle consultation

électorale. Dans la campagne de préparation de ce Congrès de nombreuses Fédérations du P.O.B. se prononcèrent contre l'ordre du jour voulant frapper l'Action Socialiste et c'est à l'unanimité qu'une motion fut approuvée maintenant à la fois l'unité du parti et la parution du journal dirigé par M. Spaak. A ce moment, le capitalisme crut le moment venu pour déclencher une nouvelle attaque contre les travailleurs : ce furent de nouveaux arrêtés-lois contre les chômeurs rabaisant l'indemnité de chômage à une aumône et une nouvelle réduction des salaires des mineurs et des métallurgistes. Ce nouveau coup de massue détermina une émotion formidable parmi les ouvriers et la Commission Syndicale fut obligée de convoquer un Congrès où le futur ministre du Travail, Monsieur Delattre, proposa l'organisation de la grève générale. Cette proposition fut rejetée, mais l'on vota une manifestation nationale pour le 24 février, manifestation qui, dans l'esprit des chefs péobistes, aurait dû rester dans le cadre du plébiscite de l'été de 1933, c'est-à-dire une promenade avec des protestations tendant à faire appel à la bienveillance de la bourgeoisie, mais qui risquait fort de devenir une occasion pour l'explosion de la colère des ouvriers et des chômeurs affamés. La manifestation fut interdite. Mais lors de la discussion sur l'interpellation socialiste contre l'interdiction, l'on comprit clairement que l'on était arrivé à un point extrêmement avancé de la politique tendant à une réduction directe des conditions de vie des masses. L'opposition socialiste s'atténua dans la mesure même où le gouvernement lui-même faisait comprendre qu'il s'agissait d'un point terminal, qu'il aurait été impossible d'outrepasser les limites déjà atteintes par la politique dite déflationniste et dans l'enceinte de laquelle il escomptait arriver à des résultats positifs pour l'assainissement de la situation économique.

A ce moment était au pouvoir le gouvernement Theunis, celui que le P.O.B. appelait le gouvernement des banquiers et l'Action Socialiste le gouvernement des banksters, mais duquel les chefs socialistes avaient obtenu la suspension des poursuites judiciaires contre la Banque Belge du Travail en échange de quoi ils s'étaient engagés à entrer dans la Commission Nationale du Travail (créée après les arrêtés-lois de janvier 1935 afin de calmer l'émotion provoquée parmi les masses par la nouvelle attaque contre leurs conditions de vie). Le gouvernement Theunis lancera, en l'espace de trois mois, environ une avalanche de décrets-lois ayant pour but de consolider les positions acquises et de réglementer la situation de

crise. Une énorme partie de ces décrets était, évidemment, destinée à la poubelle, car la crise économique ne supporte que des interventions au jour le jour et se refuse à toute réglementation. Mais la partie qui avait trait à la situation du moment révélait nettement qu'il s'agissait d'une tentative « in extremis », après quoi il aurait fallu abandonner le système classique de l'économie capitaliste pour recourir aux expédients. A part les avances à la Banque Belge du Travail et à l'Institution Bancaire des Catholiques, le Boerenbond, Theunis fonda la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (De Man cria alors au voleur, car à côté de cette institution — qui était d'ailleurs prévue dans le Plan — il y avait des retouches au système bancaire dans le sens de leur spécialisation et centralisation) à qui furent attribués deux milliards en compensation des créances irrécouvrables que les banques risquaient de perdre à cause de la crise économique. Contemporanément, Theunis développait une action tendant à la baisse des prix et du loyer de l'argent et s'attendait non pas à une reprise économique, mais au moins à une normalisation de la vie sociale par rapport à la portion congrue imposée par les événements.

Mais rien n'y fit et la situation allait toujours s'aggravant. La position du franc belge était à ce moment inébranlable (l'enquête ultérieure a permis de constater que les retraits massifs d'or avaient eu lieu non en mars 1935, mais en septembre 1934), la Banque Nationale avait dans ses coffres une somme d'environ 40 milliards qui ne trouvait aucune possibilité d'investissement. Mais ce qui n'allait point, c'était la situation économique. Theunis fit une dernière tentative et se rendit à Paris dans l'espoir d'obtenir des conditions moins prohibitives pour l'entrée des produits belges en France, mais il n'obtint que la promesse d'un appui financier pour soutenir le belga, ce dont il n'avait point besoin. La faillite de la démarche de Theunis à Paris fut suivie de très brève échéance du contrôle des changes, prélude à la dévaluation qui fut légalisée par le gouvernement d'Union Nationale où les socialistes représentaient la cheville ouvrière.

Notre opinion est connue au sujet de la dévaluation. Expédient au point de vue de la situation économique et financière dont elle ne représentera qu'un remède passager et artificiel, la dévaluation ne cesse pas d'être une amputation du potentiel représentée par la plus-value accumulée et qui ne trouve pas de possibilité d'investissement dans la production. Ces capitaux énormes, qui gisent dans les Banques, exigent quand même la production d'intérêts si

minimes soient-ils, et que les banques ne sont plus à même d'allouer, puisque leurs bénéfices se restreignent dans la mesure même où la crise s'accroît. Il arrive un moment où le choix s'impose : ou faire sauter les banques ou faire sauter le franc. Et, à la Chambre, il y eut même un député socialiste, Mathieu, grand industriel de Nivelles, qui mit en évidence que si le franc avait sauté, c'était pour sauver les banques. D'autres oppositions anti-dévaluationnistes se firent entendre, mais elles provenaient du vieux personnel dirigeant qui craignait une hausse rapide du coût de la vie et de graves secousses sociales. Van Zeeland, par contre, en s'appuyant sur l'expérience anglaise de 1931 et sur celle de Roosevelt, put obtenir une majorité massive en démontrant que l'action convergente de la manipulation monétaire et des conditions meilleures dans lesquelles aurait pu vivre l'industrie d'exportation (dont il ne fallait pas s'attendre à une extension des ventes mais à une baisse du prix de revient : les matières premières importées revenant à meilleur marché), aurait permis de redonner un peu de sang à l'économie belge.

L'année du gouvernement de Rénovation Nationale s'écoule, en effet, sous le signe d'une reprise de la production. A part l'amputation de 40 p.c. du potentiel productif des capitaux, les avantages de la dévaluation se manifestèrent au point de vue de la concurrence internationale, et il se vérifia aussi un développement de l'industrie lourde conséquence de l'intensification des armements. Au point de vue social, les ouvriers, qui avaient fait les frais de la dévaluation, furent totalement abandonnés à la rapacité du patronat. Les mineurs, qui avaient subi, à la veille même de la formation du gouvernement Van Zeeland, une réduction de 5 p. c. (obtenue par l'introduction du prix du charbon dans l'index-number) ne purent obtenir l'annulation de cette réduction que grâce aux mouvements de mai 1935 (occupation des mines à Charleroi) et aux grèves de Liège en décembre de la même année. Pour ce qui est des chômeurs, des aménagements insignifiants furent apportés, mais, encore aujourd'hui, après les récentes grèves, toute l'armature des anciens arrêtés-lois reste debout. L'on mesurera l'œuvre sociale du ministre socialiste Delattre, ex-mineur et secrétaire de la Centrale des Mineurs, quand l'on considérera qu'à cause de la baisse du nombre des chômeurs, le poids spécifique du budget du Travail, dans l'ensemble du budget étatique, doit être fortement baissé, ce qui constitue, évidemment, un titre d'honneur pour un digne défenseur de la bourgeoisie. Ce même ministre en est arrivé jusqu'à inscrire dans le bud-

get de 1936 des crédits limitatifs pour le chômage, mesure extrêmement réactionnaire et contre laquelle se sont insurgés les représentants des syndicats chrétiens, lesquels n'en avaient pas voulu lorsqu'un ministre catholique détenait le portefeuille du Travail.

Les élections législatives du 24 mai et provinciales du 1er juin jetèrent la consternation dans les rangs du P.O.B. Pour masquer la déception, l'on mettait en vitrine qu'à cause de la chute vertigineuse du parti catholique, le P.O.B., qui avait subi une perte moindre, se trouvait être le groupe parlementaire et sénatorial le plus puissant, celui à qui devait revenir la charge de former le futur ministère. L'on s'évertuait à prouver que le succès communiste, à cause de la nouvelle politique centriste, représentait quand même une compensation à la perte électorale du P.O.B., mais, en réalité, le désarmement était total devant le succès foudroyant des listes rexistes. Il faut reconnaître qu'il y avait de sérieux motifs d'étonnement : toute la campagne électorale péobiste se basait sur l'appel aux ouvriers pour qu'ils jugent les faits et expriment une condamnation sévère des gouvernements de déflation en même temps qu'une approbation enthousiaste du gouvernement de Rénovation Nationale qui, lui, avait remis la moitié des chômeurs au travail et s'apprêtait à faire rentrer dans la production le dernier des sans-travail. Au fond, le P.O.B. demandait aux ouvriers de se déclarer de chauds partisans de la politique de sauvetage des banques et du renflouement des coffres-forts capitalistes, alors que les salaires et les indemnités de chômage, qui étaient restés à la même valeur nominale, avaient, en réalité, baissés par rapport à la période des gouvernements de « déflation », puisqu'il y avait eu hausse du coût de la vie.

Nous avons vu que les rares augmentations de salaires ne furent jamais consenties par le jeu des conventions (l'index était toujours savamment manœuvré pour que le renchérissement de la vie n'apparaît pas), mais furent octroyées uniquement parce que les ouvriers avaient délibérément menacé de la grève et qu'à Charleroi, à Liège et dans la vallée du Rupel, ils avaient déclenché des mouvements. Il faudra ajouter que, même lorsque l'index — tout faussé qu'il était — devait déterminer une hausse des salaires, le gouvernement de Rénovation Nationale suspendit, pour ses propres dépendants — les fonctionnaires — l'augmentation que, légalement, il aurait dû octroyer.

Les ouvriers ne plébiscitèrent pas le P.O.B., n'applaudirent pas à la politique qui avait conduit, avec succès, à une nouvelle transfusion de

sang au régime capitaliste. La réaction à cette politique se manifesta en partie au travers du succès du parti communiste, mais elle se manifesta surtout — dans son ensemble — au travers de la victoire de la nouvelle formation politique rexiste qui gagna d'un coup 22 représentants à la Chambre. Le rexisme est un mouvement surgi au sein du parti catholique et qui s'est développé à la faveur d'une exploitation à grande sensation des scandales ayant accompagné la déconfiture de la Banque Belge du Travail. C'est parce qu'il faisait surtout appel à une masse de petits épargnants qui virent leurs économies compromises dans les institutions bancaires du parti catholique et socialiste, que le rexisme obtint un succès marquant au cours de la campagne électorale qui fut d'ailleurs menée avec toutes les ressources de la grande réclame. Le grand capitalisme qui a, évidemment, amplement soutenu ce mouvement, peut aussi y entrevoir une possibilité pour faire déferler une attaque fasciste, mais il est encore trop tôt pour pouvoir déduire des succès électoraux la perspective d'un bouleversement profond de la situation en Belgique où le capitalisme évincerait les forces de la gauche pour en arriver à l'instauration d'un régime totalitaire du type autrichien ou portugais. Les résultats déjà obtenus par le rexisme ne sont nullement la preuve d'une concentration du capitalisme autour de lui; en France, en 1934, des succès bien plus importants avaient été obtenus par la droite et, pourtant, nous n'y avons pas assisté à une transformation radicale de la structure de la société capitaliste vers le fascisme. S'il est encore trop tôt pour dévisager nettement les perspectives découlant du résultat des élections, il est tout à fait certain qu'elles ont prouvé qu'en quelques mois tous les bénéfices des expédients dévaluationnistes ont été gaspillés et que les situations connaissent à nouveau toute l'exacerbation des contrastes de classe : d'un côté, les ouvriers manifestent clairement qu'ils ne veulent pas sacrifier leurs intérêts sur l'autel du renflouement du capitalisme, de l'autre côté surgissent des mouvements appelés à canaliser l'attention des masses au dehors et contre leurs revendications pour les attirer vers une protestation démagogique contre « l'hyper-capitalisme », ce qui permettra de les désarmer en face d'une attaque massive contre leurs conditions de vie et leurs organisations.

Immédiatement après les élections commencèrent les consultations pour la constitution du nouveau ministère et il apparut de suite que les socialistes voulaient éviter de prendre la direction du cabinet. Van Zeeland refusa de constituer le cabinet et, le 3 juin, lorsque Vander-

velde est chargé d'une mission d'information en vue d'établir la personnalité capable de constituer un nouveau ministère d'Union Nationale, la grève d'Anvers éclate et c'est le podrome d'un vaste mouvement qui embrassera, la semaine suivante, toute la Belgique : 500.000 ouvriers ayant abandonné le travail. C'est uniquement ce puissant mouvement qui a obligé le capitalisme à remettre à plus tard l'exécution d'un plan que Van Zeeland avait nettement exprimé le 2 mai 1936 et où, en plus de certains aménagements de l'institution parlementaire dans le sens de ce que proposa jadis Doumergue en France, (renforcement du pouvoir exécutif et diminution considérable des prérogatives parlementaires), il était question de la constitution d'un Grand Conseil Economique à tendance nettement corporatiste. Le P. O. B. montrait, évidemment, une forte hésitation à accepter un tel programme, mais il n'était nullement dans ses intentions de faire appel à des mouvements de classes pour alerter la classe ouvrière contre un plan directement dirigé contre elle et il est certain que si les grandes batailles n'avaient pas éclaté, l'on serait certainement arrivé à la formation d'un nouveau gouvernement ayant l'appui des socialistes et qui aurait représenté un acheminement direct vers la réalisation du programme Van Zeeland. Le jeudi 12 juin, lorsque Van Zeeland refusa de constituer le ministère, nous en sommes encore aux manœuvres de chantage de part et d'autre pour arriver à un compromis permettant l'application graduelle de la transformation préconisée de la structure de l'Etat belge. Mais, le lendemain, la situation a changé du tout au tour : l'espoir doit être abandonné que la grève d'Anvers, qui dure depuis une semaine sans se relier à un mouvement d'ensemble, puisse être localisée et les grèves de Liège font apparaître la nécessité de courir au plus pressé. Le lendemain même de son refus, Van Zeeland accepte et le ministère est constitué sur la base d'une représentation socialiste (six ministres), qui sera en correspondance avec les services qu'ils devront rendre pour mater la révolte ouvrière. Les chefs péobistes se montreront d'ailleurs parfaitement dignes de la confiance que le capitalisme a mise en eux.

L'évolution de la crise ministérielle pourrait faire supposer que, « in extremis », les socialistes auraient eu recours à des mouvements de classes afin de contrecarrer la manœuvre de Van Zeeland et pour obtenir au moins un sursis dans l'exécution du plan de transformation corporatiste de l'Etat belge. Mais les faits démentent une telle conjecture et prouvent nettement qu'entre les mouvements de classes et la social-

démocratie existe la même incompatibilité et opposition qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le P.O.B. entre dans la tourmente des événements avec la diffusion du manifeste suivant adressé aux dockers d'Anvers, qui avaient commencé la grève :

« Ouvriers du Port, pas de suicide. Il y a des gens qui vous incitent à arrêter le travail au Port. Pourquoi ? Ils exigent une augmentation de salaires. Nous ne disons rien d'autre au sujet de cette exigence au moment où l'Union Belge des Ouvriers du Transport s'occupe de discuter sa politique d'augmentation des salaires. Et nous ne nous laisserons pas surprendre par des gens sans responsabilité. Nous ne voulons pas connaître, à Anvers, les mêmes conséquences désastreuses que celles qui se produisirent après la grève de Dunkerque. Nous avons un accord pour les salaires. Nous avons un règlement qui doit être respecté. Ceux qui incitent à la grève ne se préoccupent pas des conséquences.

« Ouvriers du Port, écoutez vos dirigeants. Nous savons quels sont vos désirs. En avant pour l'union ! Pas de grèves irraisonnables. Nous discuterons encore aujourd'hui avec les patrons ».

La volonté inébranlable des dockers d'Anvers obligera les dirigeants syndicaux à changer d'attitude pour ce qui est de ce mouvement particulier et, malgré que le mardi 9 juin, une grève ait éclaté à la Batterie, à Liège, où les mineurs avaient occupé les puits, on escomptait toujours que le mouvement ne se serait pas généralisé. Au moment critique où Van Zeeland se raidissait sur l'acceptation intégrale de son programme, le jeudi 11 juin, le P.O.B. lance un manifeste qui n'est qu'un simple énoncé de revendications en vue de la participation ministérielle et qui se conclue ainsi : « il (le P.O.B.) proclame sa volonté de participer à toute action qui permette la réalisation rapide des réformes. Il est prêt à soutenir tout gouvernement décidé à travailler dans ce sens et à s'attacher résolument à la défense de nos libertés essentielles en s'appuyant sur toutes les forces démocratiques du pays ». Pas la moindre allusion à des mouvements de grève. Il en sera de même le lendemain au Comité National de la Commission Syndicale où, après avoir élaboré un cahier de revendications extrêmement minimes, l'on conclura ainsi : « La C. S. autorise la délégation à s'aboucher avec les représentants des syndicats chrétiens, avec ceux du Comité Central Industriel ainsi que des autres organisations centrales patronales, pour aviser aux mesures à prendre en vue d'aboutir à une prompt solution ;

» Estime que, dans les conjonctures présentes,

le mouvement ouvrier ne pourrait admettre la participation ouvrière à un gouvernement qui n'inscrirait pas à son programme la réalisation immédiate des réformes réclamées instamment par l'ensemble des travailleurs ;

» Considérant que, pour assurer à la classe ouvrière les satisfactions indispensables à ses propres besoins comme au redressement de l'économie nationale, il importe que l'action ouvrière s'exerce avec ordre et méthode, le Comité National fait appel à tous les travailleurs pour qu'ils ne cèdent à aucune injonction extérieure, ni à aucune réaction instinctive, et fait pleine et entière confiance à la volonté énergique et à l'expérience éprouvée des organisations qualifiées du mouvement syndical ».

L'atmosphère se chargeait de plus en plus et l'on constatera que le manifeste de la Commission Syndicale contient une légère modification par rapport à celui lancé la veille par le Conseil Général du P.O.B., car si l'on ne lance pas le mot d'ordre de la grève générale, on laisse quand même comprendre que cette grève générale s'annonce inévitable. Après Liège, le Borinage avait clairement manifesté sa volonté d'entrer en lutte et, le dimanche 14 juin, le Congrès national des mineurs ne peut faire autre chose que lancer l'ordre de grève générale pour le lendemain.

Le P. O. B., qui avait tout fait pour éviter l'éclosion du mouvement, validera, au cours de son expansion, entre le 14 et le 24 juin, toutes les mesures que le gouvernement mettra en œuvre pour prévenir un débordement de l'action des masses. Déjà, le samedi 13, il avait souscrit aux mesures prises en vue d'éviter l'occupation des usines, ainsi qu'à la mobilisation générale de la gendarmerie. Dans la suite, le P.O.B. laissa le ministre de l'Intérieur ressusciter des mesures de répression qui étaient tombées en désuétude et « le dispositif de sécurité » fut mis en action. Lorsque les incidents sanglants de Quaregnon éclatèrent, Vandervelde partit rapidement dans les bassins miniers afin d'éviter que la réaction ouvrière puisse se manifester contre la gendarmerie qui avait envahi la Maison du Peuple, tué une femme et blessé un gréviste. A l'encontre des grèves françaises, en Belgique, les forces policières occupèrent tous les carrefours et s'il n'y eut pas des incidents sanglants correspondant à l'intensité de la provocation policière, cela est dû uniquement à l'extension immense du mouvement.

Après la « réunion historique » du 17 juin dans le cabinet du Premier Ministre, où patrons et ouvriers se mirent d'accord sur la base d'un système de compromis qui ne comprenait rien de positif, et en face de l'extension progressive

du mouvement, surtout dans les Flandres et à Bruxelles, l'on eut recours au système des Commissions paritaires dans l'espoir d'aboutir à des accords partiels, pour lesquels chaque patron recevait, en compensation des faibles concessions qu'il faisait, une intervention gouvernementale dans des proportions certainement supérieures. L'on n'a qu'à songer aux propositions de Van Isacker à la Commission du Ducreire.

Le lundi 22 juin, le travail des Commissions paritaires étant assez avancé, on crut le moment venu pour liquider le mouvement. Mais le P.O.B. et la C. S. sentirent nettement qu'il était impossible d'escompter la reprise immédiate du travail. Aussi l'on séria habilement la manœuvre : l'ordre de rentrée fut donné pour le mercredi 24, mais d'une façon tout à fait générique en promettant l'appui aux corporations qui continueraient le mouvement faute d'avoir obtenu satisfaction. Le mercredi, la séance à la Chambre devait graviter autour des dévergondages de la démagogie ministérielle : M. Van Zeeland s'engageant à défendre les intérêts des ouvriers ; le jeudi, le Congrès des mineurs était convoqué et parvenait à faire voter l'ordre de reprise contre l'opposition en bloc de tous les délégués du Borinage. Mais, à ce moment, il était clair que le capitalisme belge et le P.O.B. étaient au bout de leurs peines, le mouvement entrant dans sa courbe descendante et les derniers échos de la grève du Livre à Bruxelles et des grèves d'Anvers ne pouvaient arriver à faire rebondir la lutte.

Le cahier de revendications de la C.S. comportait :

- 1° Minima de salaire à 32 francs par jour ;
- 2° Semaine de 40 heures ;
- 3° Liberté syndicale ;
- 4° Vacances payées.

Les résultats des Commissions paritaires ont donné :

- 1° Une augmentation des salaires de 10 p. c. en moyenne ;
- 2° Une loi sur les 40 heures limitée aux industries insalubres ;
- 3° Six jours de congés payés.

Le caractère extrêmement bas du cahier initial a permis au P.O.B. de faire de la surenchère sur les résultats insignifiants qui ont clos le formidable mouvement du prolétariat belge. Mais ce ne fut pas là l'avis des ouvriers et la C.S. dut constater que, « malheureusement, ses appels n'avaient pas la suite immédiate à laquelle on s'était attendu ».

Si, au point de vue matériel, les conquêtes ouvrières sont presque insignifiantes au point de vue du renforcement de la conscience de

classe, la grève générale des ouvriers belges représente certainement un moment culminant qui se relie à une phase bien plus avancée de la tension sociale, par rapport à 1932. Les résultats de cette bataille purent être effrités sans en arriver à une modification substantielle du rouage des partis traditionnels qui se trouvent à la tête du gouvernement. Enfin, ainsi que nous l'avons expliqué, l'on put quand même arriver, en 1933, 1934 et 1935, à une compression drastique des conditions de vie des travailleurs. Il est extrêmement probable que les suites du mouvement de juin 1936 ne pourront plus être contenues dans les cadres classiques de la société capitaliste belge et que des modifications de structure vont se vérifier : le rexisme essaye de canaliser vers une issue type corporatiste le dégoût qui succèdera parmi les masses à la mystification dont elles viennent d'être victimes ; le Front Populaire que le centrisme n'était pas parvenu à créer en Belgique vient de se constituer en escomptant la possibilité d'une parenthèse du type français, mais il n'est pas exclu que, sans de profondes secousses sociales, l'on n'assiste à la répétition de la journée du 12 juin où Van Zeeland était à un cheveu prêt d'obtenir la participation des socialistes eux-mêmes à un gouvernement ayant pour programme la graduelle refonte de l'Etat parlementaire afin de le rendre apte à s'acquitter de son rôle dans la phase actuelle d'hypertension des antagonismes de classe.

Dans l'hypothèse d'une chute rapide des situations vers la guerre mondiale, les grèves de Belgique, aussi bien que celles de France, bien que représentant un rehaussement de l'esprit de classe du prolétariat, bien que s'opposant nettement à tout le cours de l'enchaînement à la politique Sociétaire et à la croisade antifasciste, ces grèves peuvent représenter un sursaut héroïque mais aussi désespéré du prolétariat qui ne parviendrait pas à opposer la révolution à l'éclosion de la guerre mondiale. Dans l'autre hypothèse qui, — ainsi que nous l'avons dit — semble la plus probable d'une possibilité de manœuvre du capitalisme pour échelonner les conflits inter-impérialistes tout en les localisant, ces grèves auront représenté plutôt qu'un mouvement se dirigeant verticalement vers la révolution, une reprise offensive de la classe ouvrière mondiale pour opposer, au cours des situations se dirigeant vers le triomphe de la contre-révolution, une première explosion d'un mouvement mondial saccadé qui s'épanchera dans les autres pays et révélera un cours bien plus accidenté de la révolution mondiale que celui qui avait été prévu lors de la fondation de l'Internationale Communiste.

Le conflit Arabo-Juif en Palestine

(FIN)

Comme nous l'avons vu dans la première partie de cet article, quand, après 2,000 ans d'« exil », les « Biluims » acquirent une bande de territoire sablonneux au Sud de Jaffa, ils trouvèrent d'autres peuplades, les Arabes, qui s'étaient substitués à eux en Palestine. Ces derniers n'étaient que quelques centaines de milliers, soit Arabes fellah (paysans) ou bédouins (nomades); les paysans travaillaient avec des moyens très primitifs un sol appartenant, pour la presque totalité, aux propriétaires fonciers (effendi). L'impérialisme anglais, comme on le sait, en poussant ces latifundistes et la bourgeoisie arabe à entrer en lutte à ses côtés pendant la guerre mondiale, leur avait promis la constitution d'un Etat national arabe. La révolte arabe fut, en effet, d'une importance décisive dans l'écroulement du front turco-allemand dans le Proche-Orient, car elle réduisit à néant l'appel à la Guerre Sainte lancé par le Khalife Ottoman et tint en échec de nombreuses troupes turques en Syrie, sans parler de la destruction des armées turques en Mésopotamie.

Mais si l'impérialisme britannique avait déterminé cette révolte arabe contre la Turquie, grâce à la promesse de créer un Etat arabe composé de toutes les provinces de l'ancien empire ottoman (y compris la Palestine), il ne tarda pas, pour la défense de ses intérêts propres, à solliciter, comme contre-partie, l'appui des sionistes juifs en leur disant que la Palestine leur serait remise tant au point de vue de l'administration que de la colonisation.

En même temps, il se mettait d'accord avec l'impérialisme français pour lui céder un mandat sur la Syrie, détachant ainsi cette région, qui forme, avec la Palestine, une unité historique et économique indissoluble.

**

Dans la lettre que Lord Balfour adressait le 2 novembre 1917 à Rothschild, président de la Fédération Sioniste d'Angleterre, et dans laquelle il lui communiquait que le gouvernement anglais envisageait favorablement l'établissement,

en Palestine, d'un foyer national pour le peuple juif et qu'il emploierait tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, Lord Balfour ajoutait que: « rien ne serait fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les juifs jouissent dans les autres pays ».

Malgré les termes ambigus de cette déclaration, qui permettait à un peuple nouveau de s'installer sur leur sol, l'ensemble de la population arabe resta neutre au début et même favorable à l'instauration d'un foyer national juif. Les propriétaires arabes, sous la crainte qu'une loi agraire allait être instituée, se montrèrent disposés à vendre des terres. Les chefs sionistes, uniquement absorbés par des préoccupations d'ordre politique, ne profitèrent pas de ces offres et allèrent jusqu'à approuver la défense du gouverneur Allenby de vendre des terrains.

Bientôt, la bourgeoisie sioniste manifesta des tendances à occuper totalement (au point de vue territorial et politique) la Palestine en dépossédant la population autochtone et en la repoussant vers le désert. Cette tendance se manifesta aujourd'hui chez les sionistes « révisionnistes », c'est-à-dire dans le courant philo-fasciste du mouvement nationaliste juif.

La superficie des terres arables de la Palestine est d'environ 12 millions de « dounams » métriques (le dounam = 1 dixième d'hectare) dont 5 à 6 millions sont actuellement cultivés.

Voici comment s'établit la superficie des terres cultivées par les Juifs en Palestine, depuis 1899:

1899 :	22 colonies,	5,000 habitants,
	300,000 dounams.	
1914 :	43 colonies,	12,000 habitants,
	400,000 dounams.	
1922 :	73 colonies,	15,000 habitants,
	600,000 dounams.	
1934 :	160 colonies,	70,000 habitants,
	1,420,000 dounams.	

Pour juger la valeur réelle de cette progression et de l'influence qui en découle, il ne faut pas oublier que les Arabes cul-

tivent encore aujourd'hui la terre d'une façon primitive, tandis que les colonies juives employent les méthodes les plus modernes de culture.

Les capitaux juifs investis dans les entreprises agricoles sont estimés à plus de 100 millions de dollars-or, dont 65 p. c. dans les plantations. Bien que les Juifs ne possèdent que 14 p.c. des terres cultivées, la valeur de leurs produits atteint le quart de la production totale.

Pour ce qui est des plantations d'oranges, les Juifs arrivent avec 55 p.c. de la récolte totale.

**

C'est en avril 1920, à Jérusalem, et en mai 1921, à Jaffa, que se produisirent, sous forme de pogromes, les premiers symptômes de la réaction arabe. Sir Herbert Samuel, haut-commissaire en Palestine jusqu'en 1925, essaya d'apaiser les Arabes en arrêtant l'immigration juive, tout en promettant aux Arabes un gouvernement représentatif et en leur attribuant les meilleurs terres du domaine de l'Etat.

Après la grande vague de colonisation de 1925, qui atteint son maximum avec 33,000 immigrants, la situation empira et finit par déterminer les mouvements d'août 1929. C'est alors que vinrent se joindre aux populations arabes de la Palestine, les tribus bédouines de la Transjordanie, appelées par les agitateurs musulmans.

A la suite de ces événements, la Commission d'Enquête parlementaire envoyée en Palestine et qui est connue sous le nom de Commission Shaw, conclut que les événements étaient dus à l'immigration ouvrière juive et à la « disette » de terre et elle proposa au gouvernement l'achat de terres pour dédommager le fellah arraché de son sol.

Quand, par après, en mai 1930, le gouvernement britannique accepta dans leur ensemble les conclusions de la Commission Shaw et suspendit à nouveau l'immigration ouvrière juive en Palestine, le mouvement ouvrier juif — que la Commission Shaw avait même refusé d'entendre — répondit par une grève de protestation de 24 heures, tandis que le Poalé-Zion, dans tous les pays, ainsi que les grands syndicats juifs d'Amérique, protestaient contre cette mesure par de nombreuses manifestations.

En octobre 1930, parut une nouvelle dé-

claration concernant la politique britannique en Palestine, et connue sous le nom de « Livre blanc ».

Elle était également très peu favorable à la thèse sioniste. Mais, devant les protestations toujours grandissantes des juifs, le gouvernement travailliste répondit, en février 1931, par une lettre de Mac Donald qui réaffirmait le droit au travail, à l'immigration et à la colonisation juives et autorisait les employeurs juifs à employer la main-d'œuvre juive — lorsqu'ils préféraient employer cette dernière plutôt que des Arabes —, sans tenir compte de l'augmentation éventuelle du chômage parmi les Arabes.

Le mouvement ouvrier palestinien s'empressa de faire confiance au gouvernement travailliste anglais, tandis que tous les autres partis sionistes restaient dans une opposition méfiante.

Nous avons démontré, dans l'article précédent, les raisons du caractère chauvin du mouvement ouvrier palestinien.

L'Histadruth — la Centrale syndicale palestinienne — ne comprend que des Juifs (80 p.c. des ouvriers juifs sont organisés). C'est seulement la nécessité d'élever le standard de vie des masses arabes, pour protéger les hauts salaires de la main-d'œuvre juive, qui a déterminé, dans ces derniers temps, ses essais d'organisation arabe. Mais les embryons de syndicats groupés dans « l'Alliance » restent organiquement séparés de l'Histadruth, exception faite du Syndicat des Cheminots qui englobe les représentants des deux races.

**

La grève générale des Arabes en Palestine entre maintenant dans son quatrième mois. La guerrilla se continue, malgré le récent décret qui inflige la peine de mort aux auteurs d'un attentat; chaque jour se produisent des embuscades et des coups de mains contre trains et automobiles, sans compter les destructions et incendies des propriétés juives.

Ces événements ont coûté à la puissance mandataire déjà près d'un demi-million de livres sterling pour l'entretien des forces armées et par, suite de la diminution des entrées budgétaires, conséquence de la résistance passive et du boycott économique des masses arabes. Dernièrement, aux Communes, le ministre des colonies a donné comme chiffre des victimes: 400 Musulmans, 200 Juifs et

100 policiers. Jusqu'ici, 1,800 Arabes et Juifs ont été jugés et 1,200 dont 300 Juifs, condamnés. D'après le ministre, une centaine de nationalistes arabes ont été déportés dans des camps de concentration.

Quatre chefs communistes (2 Juifs et 2 Arméniens) sont détenus et 60 communistes soumis à la surveillance de la police. Voilà les chiffres officiels.

Il est évident que la politique de l'impérialisme britannique en Palestine s'inspire naturellement d'une politique coloniale propre à tout impérialisme. Celle-ci consiste à s'appuyer partout sur certaines couches de la population coloniale (en opposant des races entre elles ou des confessions religieuses différentes, ou bien encore en éveillant des jalousies entre clans ou chefs), ce qui permet à l'impérialisme d'établir solidement sa super-oppression sur les masses coloniales elles-mêmes sans distinction de races ou de confessions.

Mais si cette manœuvre a pu réussir au Maroc et en pleine Afrique, en Palestine et en Syrie le mouvement nationaliste arabe présente une résistance très compacte. Il s'appuie sur les pays plus ou moins indépendants qui l'environnent : Turquie, Perse, Egypte, Irak, Etats d'Arabie et, au surplus, se relie à l'ensemble du monde musulman qui compte 300 millions d'individus.

En dépit des contrastes existants entre les différents Etats musulmans et malgré la politique anglophile de certains d'entre eux, le grand danger pour l'impérialisme serait la constitution d'un bloc oriental capable de lui en imposer — ce qui serait possible si le réveil et le renforcement du sentiment nationaliste des bourgeoisies indigènes pouvait empêcher le réveil de la révolte de classe des exploités coloniaux qui ont à en finir autant avec leurs exploités qu'avec l'impérialisme européen — et qui pourrait trouver un point de ralliement autour de la Turquie, qui vient d'affirmer à nouveau ses droits sur les Dardanelles et qui pourrait reprendre sa politique pan-islamique.

Or, la Palestine est d'une importance capitale pour l'impérialisme anglais. Si les Sionistes ont cru obtenir une Palestine « juive », en réalité ils n'obtiendront jamais qu'une Palestine « britannique ». La voie palestinienne des transits terrestres relie l'Europe à l'Inde. Elle pourrait remplacer la voie maritime de Suez,

dont la sécurité vient d'être affaiblie par l'établissement de l'impérialisme italien en Ethiopie. Il ne faut pas oublier non plus que le « pipe-line » de Mossoul (zone pétrolière) aboutit au port palestinien de Haïfa.

Enfin, la politique anglaise devra toujours tenir compte de ce que 100,000,000 de Musulmans peuplent l'empire britannique. Jusqu'ici, l'impérialisme britannique a réussi, en Palestine, à contenir la menace représentée par le mouvement arabe d'indépendance nationale. Il opposait à ce dernier le sionisme qui, en poussant les masses juives à émigrer en Palestine, disloquait le mouvement de classe de leurs pays d'origine où celles-ci auraient trouvé leur place et, enfin, il s'assurait un appui solide pour sa politique dans le Proche-Orient.

L'expropriation des terres, à des prix dérisoires, a plongé les prolétaires arabes dans la misère la plus noire et les a poussés dans les bras des nationalistes arabes, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie naissante. Cette dernière en profite, évidemment, pour étendre ses visées d'exploitation des masses et dirige le mécontentement des fellahs et prolétaires contre les ouvriers juifs de la même façon que les capitalistes sionistes ont dirigé le mécontentement des ouvriers juifs contre les Arabes. De ce contraste entre exploités juifs et arabes, l'impérialisme britannique et les classes dirigeantes arabes et juives ne peuvent que sortir renforcées.

Le communisme officiel aide les Arabes dans leur lutte contre le sionisme qualifié d'instrument de l'impérialisme anglais.

Déjà, en 1929, la presse nationaliste juive publia une « liste noire » de la police où les agitateurs communistes figuraient aux côtés du Grand Mufti et des chefs nationalistes arabes. Actuellement, de nombreux militants communistes ont été arrêtés.

Après avoir lancé le mot d'ordre « d'arabisation » du parti — celui-ci, comme le P. C. de Syrie ou même d'Egypte, a été fondé par un groupe d'intellectuels juifs qui fut combattu comme « opportuniste » — les centristes ont lancé aujourd'hui le mot d'ordre de « l'Arabie aux Arabes » qui n'est qu'une copie du mot d'ordre « Fédération de tous les peuples arabes » devise des nationalistes arabes, c'est-à-dire des latifundistes (effendi) et des in-

tellectuels qui, avec l'appui du clergé musulman, dirigent le Congrès arabe et canalisent, au nom de leurs intérêts, les réactions des exploités arabes.

Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de question « palesti-

nienne », mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, arabes ou juifs y compris, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste. Gatto MAMMONE.

MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Nous publions ci-dessous deux lettres que nous avons envoyées lors des derniers événements en France à deux groupements communistes avec lesquels nous avons pris contact.

Dans le prochain numéro nous espérons, tout au moins pour ce qui est de l'Union Communiste, préciser les bases politiques des discussions que nous avons en vue, et cela nous sera d'autant plus facile que d'ici là nous pensons bien connaître les positions écrites de ces groupes vis-à-vis de la confrontation et par rapport aux derniers événements.

LA REDACTION.

Paris, le 23 juin 1936.

A L'UNION COMMUNISTE

10, rue de Juillet, Paris (20e).

Chers Camarades,

Les derniers événements en France et leurs répercussions au sein des différents groupes communistes ont déterminé notre fraction à intervenir ouvertement pour contribuer à la formation d'un courant communiste programmatiquement délimité.

A ces fins, nous sommes intervenus aux Conférences Communes et avons pris contact avec votre organisation et avec le groupe Bayard. Nous espérons prendre également contact avec d'autres groupements français qui se disposeraient au travail de clarification absolument indispensable.

Jusqu'ici, aucun lien n'a pu s'établir entre nos deux organisations qu'opposent des conceptions politiques et des méthodes de travail politique bien différentes. Nous ignorons encore si les derniers événements ont poussé l'Union vers une cristallisation interne qui permettra l'établissement d'une liaison. Car la scission vers laquelle vous vous dirigez entraîne, de notre part, de nombreuses réserves en ce qu'elle ne garantit pas l'Union d'une nouvelle aventure avec d'autres groupes, ce qui pourrait représenter une

nouvelle possibilité de scission, sans qu'il en résulte plus de clarté.

De toute façon, nous vous confirmons notre accord sur la nécessité d'organiser des réunions communes de confrontation, soit tous les mois, soit tous les deux mois, ce que nous pourrions établir au travers de discussions entre vos délégués et ceux de notre Fédération.

Afin de situer correctement ces échanges de vues et procéder en toute clarté, nous soumettrons à la discussion les documents que notre fraction adoptera au sujet des récents événements en France et sur leurs enseignements pour le mouvement communiste. En outre, nous définirons ouvertement dans « Bilan » nos appréciations sur la nouvelle évolution de l'Union et nos considérations concernant ses perspectives. Ainsi, aucune équivoque ne sera à la base de nos rencontres qui auront pour but de confronter les points de vue de nos deux organisations, en premier lieu sur les grèves, et, enfin, sur les problèmes de la formation d'un courant communiste en France. Cette confrontation se fera, pour ce qui nous concerne, sur la base de documents qui seront publiés. Nous pensons qu'il serait bon que l'Union fit de même.

Nous notons que vous ne pouvez prendre l'initiative de l'édition d'un bulletin intergroupes. Nous envisagerons donc, soit avec d'autres groupements, soit autrement encore, de concrétiser cette idée qui nous paraît très utile pour déterminer une discussion fructueuse entre les groupes communistes en France.

Nous vous prions, en conséquence de cet accord, de nous faire parvenir vos bulletins intérieurs d'une façon régulière.

Pour notre part, nous vous tiendrons au courant d'accords qui pourraient s'établir entre notre fraction et d'autres groupes, afin que le travail de clarification idéologique puisse être coordonné et s'étendre à l'ensemble des groupements qui, dans leur ensemble, représentent les débris de la conscience du prolétariat depuis les grandes défaites de l'après-guerre et la trahison du centrisme.

Deux de nos camarades, délégués par notre C.F., se tiendront donc à votre disposition pour prendre toutes les mesures pratiques nécessaires en vue de l'organisation des réunions communes. Ces deux camarades assisteront en outre aux Conférences Communes.

Nous vous signalons aussi qu'une préparation écrite de nos réunions communes pourra trouver sa place, pour ce qui vous concerne, également dans « Bilan ». C'est là un problème que nous pourrions examiner au cours des entrevues de nos délégués et dans la mesure même où vous êtes disposés à mener une discussion approfondie.

Recevez, camarades, nos salutations communistes.

Pour le Comité Fédéral de la Fraction italienne de la gauche communiste.

Au Groupe d'Etudes Révolutionnaire Prolétarien

Paris.

Chers Camarades,

Suite aux contacts que nous avons établis avec votre groupement, nous voudrions préciser l'objectif qui nous a guidés et la ligne politique que nous voulons suivre.

Nous voudrions contribuer à établir une liaison entre les groupes de communistes internationalistes français qui entendent soumettre à l'analyse marxiste, non seulement les événements qu'ils vivent actuellement, mais tout le bagage idéologique légué par la révolution russe.

Nous ignorons encore vos positions fondamentales qui devraient nous permettre de vous situer politiquement et de vous caractériser, si cela est possible, comme une expression déterminée de la conscience de classe des ouvriers français, broyée par les forces du capitalisme.

Nos contacts avec vous devraient donc servir à établir une délimitation idéologique qui, pour notre part, est faite régulièrement dans « Bilan », qui sera faite certainement par vous dans des documents spéciaux. Nous ne verrons même pas d'inconvénients à ouvrir une discussion dans notre revue, toujours dans l'espoir de contribuer un peu plus à la clarification si nécessaire.

Nous vous informons que l'Union Communiste ne voit pas la possibilité de prendre sur elle l'édition d'un Bulletin intergroupes, principalement par suite de l'éventuelle scission qui se vérifiera en son sein. Notre Fraction a décidé d'engager avec l'Union des discussions de confrontation qui, à notre avis, pourraient être

élargies par la suite à d'autres groupements au fur et à mesure que paraîtront des documents condensant les positions des différents groupements. Nous ne pensons pas que nos propositions fassent double emploi avec les Conférences Communes, car ces Conférences ont un but éducatif ou informatif alors que nous désirons engager des discussions qui permettent de jeter les bases d'un organisme communiste en France, lequel, par sa plate-forme programmatique, puisse devenir un guide des travailleurs dans les situations révolutionnaires de demain.

Nous avons donc désigné deux camarades qui se tiendront en liaison avec vous et avec lesquels il vous sera possible d'organiser, soit des réunions de discussion communes, soit d'organiser la confrontation écrite.

Une première initiative que nous vous proposons serait d'envisager une réunion avec l'Union et notre Fraction où s'affronteraient les positions des trois groupes sur l'examen des derniers événements en France et les tâches des communistes internationalistes. Nous comptons publier dans « Bilan » un document exposant notre position. Peut-être pourriez-vous envisager également de consigner en un document votre position? La discussion n'en serait que plus claire et plus fructueuse.

Recevez, chers camarades, nos salutations communistes.

Pour la Fraction Italienne de la Gauche Communiste.

Faute de place, nous reportons au prochain numéro l'étude de la nouvelle Constitution soviétique ainsi que la publication du chapitre « Conclusions » du livre du camarade Rosmer, qui doit nous permettre d'ouvrir la discussion à son sujet.

LISTE DE SOUSCRIPTION

Report du No 3 de « Bilan » fr. 1,150.20

Liste No 26, Paris :

Lucien. Je lis « Bilan » avec plaisir.

Pour qu'il continue sa tâche 10.00

Grangier 10.00

Michaud 1.80

Geneste 5.00

Rose embrasse Marc et Lucienne 6.20

Clara 2.00

Fr. 35.00

Total à reporter : fr. 1,185.20

EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue Sambre-et-Meuse, Paris

De l'Union Sacrée à Zimmerwald

par A. Rosmer Prix : 45 fr.

EN SOUSCRIPTION

Le camarade L. Bossy nous demande de signaler que son livre « L'Enfance dans les Fers », description vécue des bagnes d'enfants, est en souscription à la Librairie du Travail, au prix de 10 francs. (Chèque postal Paris N° 43.08).

A NOS LECTEURS

Une des conséquences des dernières grèves dans l'industrie du Livre a été l'augmentation de l'impression de la revue. Il est inutile de cacher à nos lecteurs que nous nous trouvons devant une nouvelle charge financière que, seule, leur solidarité pleine et entière nous permettra de surmonter.

La solution idéale serait le renforcement de la diffusion de « Bilan ». Tous nos camarades ont-ils fait le maximum à ce point de vue?

Nous faisons donc un pressant appel à tous. Diffusez « Bilan » ! Faites circuler des listes de souscription !

PARAITRA PROCHAINEMENT

Un article de discussion sur la question russe

A. HENNAUT.

Les problèmes de la période de transition (suite)

MITCHELL.

" Bilan " est en vente :

PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.

Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.

Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9e).

Kiosque: 7, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque: 47, Boulevard Saint-Michel.

Kiosque: Place de la République (coin rue de la Douane).

BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque: Place de la Chapelle.